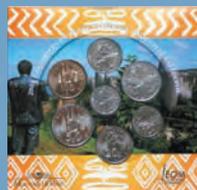
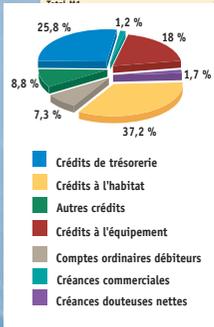




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	124 422	132 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3							
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
M4							
	108 539	125 220	138 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 150 - Statistiques au 31/03/2012

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- L'émission des signes monétaires ;**
- Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc.) ;
- La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- L'établissement de la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie ;

Sommaire

1. Synthèse	2
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	6
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	8
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	9
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	12
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	14
4.2 Les passifs des établissements locaux	15
5. Les engagements bancaires	17
5.1. Les risques sectoriels	17
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	20
Les indicateurs globaux	20
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	20
6. Le financement des concours bancaires	21
6.1 L'équilibre emplois - ressources	21
6.2 Le réescompte	21
7. La monétique et les échanges de valeur	22
7.1 La monétique	22
7.2 Les échanges de valeur	22
8. Rappel des taux	23
8.1 Les taux d'intérêt légal	23
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	23
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	23
8.4 Les taux de l'usure	23
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	24
Annexe : Méthodologie	25

1. Synthèse

Début 2012, l'économie mondiale redémarre progressivement, mais la reprise est fragile, extrêmement inégale selon les régions et pourrait bien être compromise par la crise de la zone euro, selon la dernière édition des Perspectives économiques de l'OCDE.

Au premier trimestre, la croissance américaine, bien que positive à 0,5 %, diminue de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse des investissements des entreprises et des dépenses de l'État et malgré l'accélération de la demande des ménages. Parallèlement, le taux d'épargne est en recul, chutant de 4,5% sur les trois derniers mois de 2011, à 3,9 % au premier trimestre 2012. En Asie, le Japon renoue avec la croissance au premier trimestre 2012, à 1 %, après un recul de 0,5 % en 2011. La poursuite des efforts de reconstruction devrait stimuler temporairement l'activité et les exportations pourraient bénéficier de la croissance mondiale et de la dépréciation attendue du Yen. En Chine, la croissance est essentiellement imputable à l'investissement, public et privé. Au premier trimestre 2012, la croissance chinoise s'est ralentie à 8,1 % sur un an, soit le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2009. Sont en cause la faiblesse des exportations et le ralentissement du secteur de la construction. Bien qu'ayant décéléré par rapport à la crête observée au lendemain de la crise, la croissance des pays en développement de la région Asie de l'Est et Pacifique reste forte.

Au premier trimestre 2012, l'activité économique de la zone euro s'est stabilisée à un faible niveau après une baisse du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2011. La consommation des ménages est restée stable et les exportations ont quant à elles progressé de 1 %. La confiance des entreprises et des ménages est tenue, les marchés de capitaux sont tendus et les conséquences négatives de l'assainissement budgétaire sur la croissance à court terme risquent d'être lourdes, particulièrement dans les pays les plus durement touchés par la crise.

Avec les replis d'activité enregistrés au premier trimestre 2012, le nombre de pays entrant en récession technique¹ s'accroît, un phénomène qui touche évidemment la zone euro mais aussi le Royaume-Uni. Exception au sein d'une Europe déprimée, l'économie allemande a renoué avec la croissance au premier trimestre 2012 (+ 0,5 % sur le trimestre), grâce notamment aux exportations et à la consommation des ménages. Le niveau de l'activité économique n'a quasiment pas évolué en France au cours des quatre derniers trimestres (+ 0,3 % sur un an). Le premier trimestre 2012 est resté dans cette tonalité, la croissance restant atone. Le taux de chômage en France a progressé de 0,3 point au premier trimestre 2012 pour atteindre 10 % de la population active en France entière (DOM compris) et 9,6 % en seule métropole.

Le marché interbancaire enregistre un repli au premier trimestre 2012. Selon le rapport trimestriel de juin 2012 de la Banque des règlements internationaux, les banques ont enregistré le plus fort recul de leurs créances internationales depuis celui qui avait suivi la chute de Lehman Brothers au quatrième trimestre 2008. Ce repli est imputable notamment à la réduction de l'exposition des banques internationales aux établissements financiers de la zone euro.

Lors de sa réunion du 6 juin 2012, le Conseil des Gouverneurs de la BCE a décidé de laisser son taux directeur inchangé (à 1%). Il a par ailleurs décidé de continuer à conduire ses opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 15 janvier 2013 ». M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « la croissance économique reste faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat, entraînant une accentuation des risques à la baisse sur les perspectives économiques ».

Les annonces successives de mauvais résultats macroéconomiques continuent de se répercuter sur les marchés de matières premières. Toutes les familles de produits sont concernées et d'abord le pétrole qui, pour la première fois depuis janvier 2011, passe sous la barre des 100 \$ au 1er juin 2012. Les cours pourraient continuer leur repli au second semestre car à la faiblesse de la demande, résultat de l'essoufflement des économies européenne, américaine et chinoise, s'ajoute un accroissement de l'offre. Les douze États membres de l'OPEP se réunissent le 14 juin 2012, la réduction des quotas sera probablement évoquée.

¹ Deux trimestres consécutifs de contraction du PIB

Conjoncture financière et bancaire

Une situation toujours favorable pour l'économie calédonienne

La plupart des indicateurs économiques traduisent une conjoncture toujours favorable en Nouvelle-Calédonie, avec notamment un ralentissement de la hausse des prix et une bonne orientation du marché du travail. La consommation des ménages se tasse mais reste à un bon niveau ; l'investissement des entreprises est bien orienté.

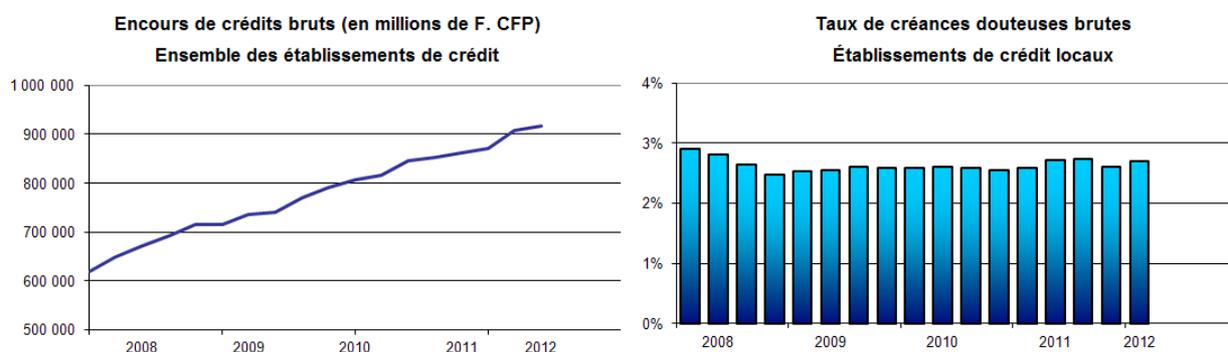
Une activité bancaire moins soutenue sur le trimestre ...

La conjoncture monétaire et financière du premier trimestre 2012 est caractérisée par une progression modérée des encours de crédit, même si le rythme de croissance reste soutenu sur un an :

- l'encours des crédits sains de l'ensemble des établissements de crédit ralentit au premier trimestre et atteint + 1,0 % (après + 4,3 % au trimestre précédent et + 7,5 % sur un an). La progression des encours des entreprises et des ménages (respectivement + 0,9 % et + 0,4 %) est toutefois moins marquée que celle des collectivités locales (+ 5,9 %) ;
- la croissance de l'encours sain des établissements de crédit locaux décélère à + 0,6 % au premier trimestre (après + 4,2 % au trimestre précédent ; + 6,9 % sur un an), en raison notamment du ralentissement des crédits à l'habitat des ménages (+ 0,7 % sur le trimestre contre + 4,7 % sur le trimestre précédent et + 8,2 % sur un an) ;
- de même, la croissance de l'encours des crédits aux entreprises ralentit (+ 1,3 % au premier trimestre 2012 contre + 3,0 % au trimestre précédent et + 5,6 % sur un an), avec une légère baisse des crédits d'investissement (- 0,1 % ; + 4,5 % sur un an) ;
- l'encours des crédits d'exploitation des établissements de crédit locaux s'accroît de manière significative (+6,0 %), avec une nette augmentation des comptes ordinaires débiteurs (+ 18,2 % ; + 20,0 % sur un an) ;
- le portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux reste sain, avec un taux de créances douteuses brutes quasi stable, à 2,7 % (+ 0,1 point sur le trimestre), alors que le taux de provisionnement diminue (64,9 % ; - 1,2 point).

L'activité de collecte est orientée moins favorablement au premier trimestre 2012 :

- l'encours des actifs progresse moins rapidement qu'au trimestre précédent (+0,8 % contre +1,8 %), sous l'effet d'une baisse des dépôts à vue (-3,2 %) compensée par une hausse des placements liquides ou à court terme (+4,0 %) et notamment des placements indexés sur les taux du marché (+5,3 %) ;
- sur un an, l'encours des dépôts à vue progresse faiblement (+0,2 %), contrastant avec la forte augmentation des années précédentes (+11 % en moyenne par an de 2007 à 2011), cette évolution est due aux dépôts à vue des entreprises (-0,9 % sur un an), les dépôts à vue des ménages étant encore bien orientés (+8,6 %).



... avec cependant des résultats contrastés selon la nature des établissements de crédit.

Dans le détail, la situation doit être nuancée selon les catégories d'établissements de crédit.

Conjoncture financière et bancaire

Ainsi, la croissance de l'encours de crédits porté par les établissements situés hors zone d'émission (27,6 % du total de l'encours) a accentué sa progression sur les douze derniers mois (+8,8 %, contre +5,5 % un an auparavant).

A l'inverse, les banques FBF¹ de la place (68,8 % du total de l'encours) affichent une légère décélération de leur activité de crédit sur la période (+7,6 % sur un an contre +9,7 % en 2011). Elles ont bénéficié de la demande des ménages en matière de crédits à l'habitat (+8,2 % sur un an) et du besoin de financement des entreprises (+5,6 %, dont +4,5 % pour les crédits d'investissement). Les sociétés financières de la place (3,6 % du total de l'encours) connaissent, depuis plusieurs trimestres déjà, une baisse d'activité. Leur encours se replie de 3,8 % sur un an, conséquence notamment du recul des financements sous forme de crédit-bail.

Augmentation des crédits aux entreprises portée par les crédits d'exploitation au premier trimestre

La croissance de l'encours des crédits aux entreprises octroyés par l'ensemble des établissements de crédit se révèle moins dynamique au premier trimestre (+0,9 % après +3,4 % au trimestre précédent).

L'encours des crédits d'investissement enregistre un tassement sur le trimestre (-0,1 % après +2,6 %) alors que la demande de financement des besoins d'exploitation s'accroît significativement (+5,9 % contre +2,1 % le trimestre précédent), du fait de la nette augmentation des comptes ordinaires débiteurs (+18,2 %). Sur douze mois, la demande de financement des entreprises reste significative (+5,8 %) avec une hausse des crédits à l'investissement et des crédits d'exploitation (+5,1 % et +6,1 % respectivement).

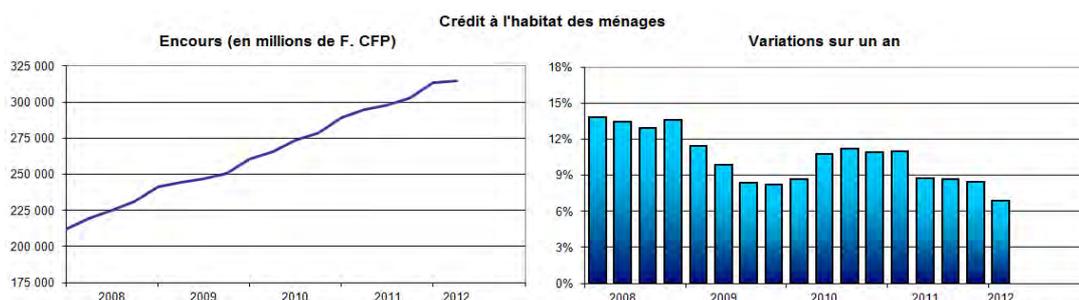
Au plan sectoriel, les activités immobilières, qui concentrent un tiers des engagements en faveur des entreprises, sont en repli de -2,1 % au premier trimestre (+6,3 % sur un an). Inversement, les concours en faveur des secteurs du commerce et de la construction (14 % des engagements pour chaque secteur) sont mieux orientés (+2,5 % et +0,9 %, respectivement).

Ralentissement de la progression des crédits aux ménages au premier trimestre

La demande de financement des ménages auprès de l'ensemble des établissements de crédit progresse très légèrement au premier trimestre (+0,4 %, après +3,1 % au trimestre précédent), la hausse de l'encours des ménages reste toutefois élevée sur un an (+6,8 %).

La progression de l'encours des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des particuliers (80 % de l'encours), se révèle moins dynamique qu'au trimestre précédent (+0,4 % contre +3,5 %). Sur douze mois, la croissance de ces encours reste toutefois soutenue (+6,9 %). Les crédits à la consommation sont moins bien orientés sur le trimestre (-0,6 % ; +4,6 % sur un an), en liaison avec l'évolution des crédits de trésorerie (-0,8 % ; +7,9 % sur un an) et malgré le rebond de l'encours des comptes ordinaires débiteurs (+6,3 %).

Cette dernière évolution traduit une fragilisation de la situation financière des ménages. Cette vulnérabilité accrue est confirmée par d'autres indicateurs : les incidents de paiement sur chèques et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmentent respectivement de 27,1 % et 5,4 % par rapport au trimestre précédent. Les décisions de retrait de cartes bancaires progressent également de 18,6 % au premier trimestre 2012.



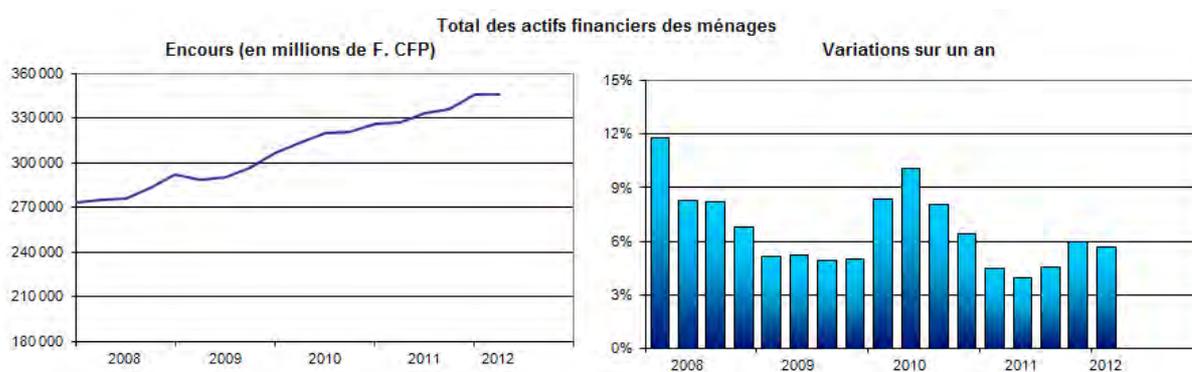
¹ Etablissements adhérents à la Fédération Bancaire Française

Conjoncture financière et bancaire

Atonie de la collecte auprès des ménages et des entreprises au premier trimestre : baisse des dépôts à vue et augmentation des placements liquides ou à court terme

Sur le premier trimestre, l'activité de collecte des établissements locaux auprès des ménages est quasiment stable, avec une très légère progression des actifs (+ 0,1 %). L'encours des dépôts à vue diminue de 4,5 % alors que les placements à court¹ et à long terme² progressent respectivement de +2,7 % et +1,5 %.

Sur douze mois, les ménages affichent une progression de 5,7 % de leurs actifs financiers. L'encours des dépôts à vue augmente de 8,6 %, l'épargne à court terme progresse de 6,6 % (dont + 6,5 % pour l'encours des livrets ordinaires) et, dans une moindre mesure, les placements à long terme s'accroissent de 2,3 %. L'encours des placements indexés sur les taux du marché (+4,1 % sur un an) est soutenu par la bonne performance de l'encours des comptes à terme (+10,8 % sur un an) dont la rémunération est attractive sur le territoire. L'encours des livrets A et bleus continue de progresser (+ 13,3 % en glissement annuel) bénéficiant du relèvement du taux de rémunération, de 2 % à 2,25 %, du Livret A depuis le 1^{er} août 2011.

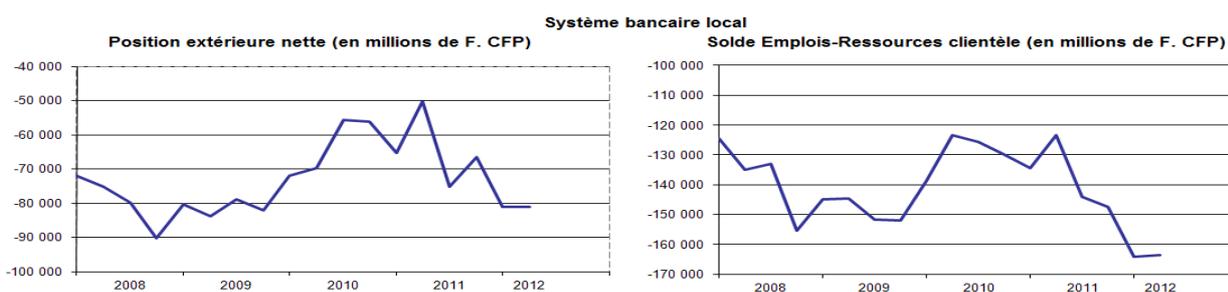


L'activité de collecte des établissements locaux auprès des entreprises est atone sur le trimestre sous l'effet d'une baisse des dépôts à vue (- 3,5 %), alors que l'encours des comptes à terme progresse (+ 4,4 %). A l'inverse des cinq dernières années, les actifs financiers des entreprises ressortent en baisse sur douze mois de 6,0 %, dont - 0,9 % pour les dépôts à vue et -12,1 % pour les comptes à terme.

La masse monétaire progresse faiblement sur le trimestre. Parallèlement, le solde emplois-ressources des établissements locaux s'améliore légèrement

La masse monétaire (M3) progresse de seulement 0,6 % au premier trimestre, en liaison notamment avec la baisse des dépôts à vue (- 3,2 %). Sur un an, la croissance de M3 ressort à +1,3 %, contre +11,0 % un an auparavant.

La progression de la collecte ayant été légèrement plus élevée que celle du financement sur le trimestre (+1 % contre +0,7 %), le système bancaire local affiche une légère amélioration de son solde emplois-ressources clientèle, de 0,4 milliard de F CFP. Parallèlement, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, diminue de 0,2 milliard de F CFP, pour se stabiliser à -81 milliards de F CFP au 31 mars 2012, après une réduction de 14,7 milliards de F CFP le trimestre précédent.



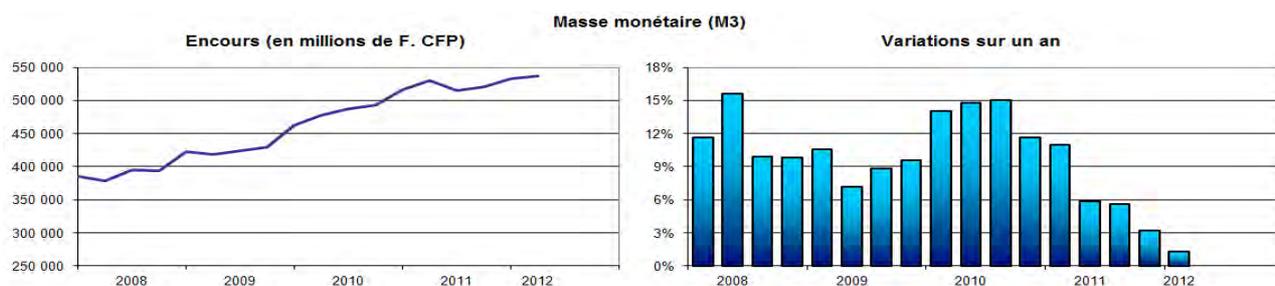
¹ Comptes sur livrets, comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.

² PEL, OPCVM non monétaires, contrats d'assurance-vie, etc.

2. La masse monétaire et ses contreparties

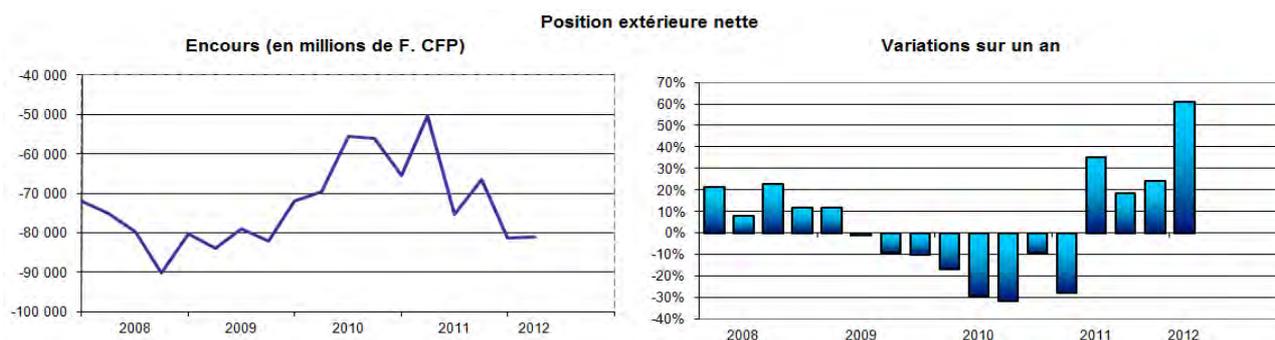
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	11 527	11 973	12 187	13 024	13 733	14 070	14 553	15 931	15 070	-5,4%	9,7%
Billets	10 232	10 584	10 712	11 483	12 129	12 448	12 899	14 233	13 365	-6,1%	10,2%
Pièces	1 295	1 389	1 475	1 541	1 604	1 622	1 654	1 698	1 705	0,4%	6,3%
Dépôts à vue	157 317	168 962	174 494	202 357	238 141	221 270	229 275	246 501	238 603	-3,2%	0,2%
TOTAL M1	168 844	180 935	186 681	215 381	251 874	235 340	243 828	262 432	253 673	-3,3%	0,7%
M2-M1	65 932	70 241	81 916	91 254	95 350	97 525	99 796	99 559	101 317	1,8%	6,3%
Comptes sur livrets	65 116	69 508	81 228	90 553	94 677	96 867	99 158	98 942	100 705	1,8%	6,4%
Comptes épargne logement	816	733	688	701	673	658	638	617	612	-0,8%	-9,1%
TOTAL M2	234 776	251 176	268 597	306 635	347 224	332 865	343 624	361 991	354 990	-1,9%	2,2%
M3-M2	104 737	127 833	150 311	171 044	182 826	182 312	177 216	171 444	181 854	6,1%	-0,5%
Dépôts à terme	103 978	127 196	149 791	170 875	182 678	182 176	177 080	171 308	180 858	5,6%	-1,0%
Bons de caisse	759	637	520	169	148	136	136	136	41	-69,9%	-72,3%
Total M3	339 513	379 009	418 908	477 679	530 050	515 177	520 840	533 435	536 844	0,6%	1,3%
P1	5 820	5 003	4 216	4 135	4 019	3 991	3 899	3 883	3 858	-0,6%	-4,0%
Plans d'épargne logement	5 780	4 953	4 158	4 079	3 951	3 889	3 798	3 785	3 769	-0,4%	-4,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	40	50	58	56	68	102	101	98	89	-9,2%	30,9%
M3+P1	345 333	384 012	423 124	481 814	534 069	519 168	524 739	537 318	540 702	0,6%	1,2%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

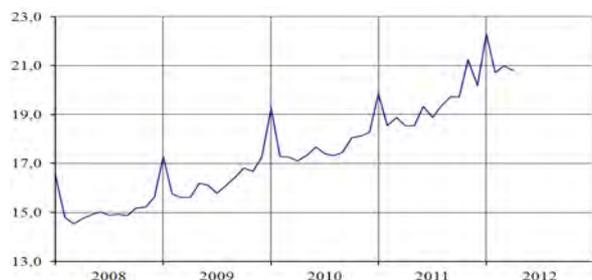
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	92 175	103 489	90 499	108 398	114 720	96 190	106 539	103 590	102 274	-1,3%	-10,8%
Institut d'émission	23 126	25 354	24 941	34 760	30 706	31 293	30 718	36 986	35 182	-4,9%	14,6%
Etablissements de crédit	69 049	78 135	65 558	73 638	84 014	64 897	75 821	66 604	67 092	0,7%	-20,1%
Créances du Trésor public	12 951	14 033	15 887	16 414	17 233	17 401	17 856	18 255	18 234	-0,1%	5,8%
Concours sur ressources monétaires	234 387	261 487	312 522	352 867	398 097	401 586	396 445	411 590	416 336	1,2%	4,6%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	432 018	488 991	534 817	570 199	620 199	625 436	633 145	659 185	663 633	0,7%	7,0%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	197 631	227 504	222 295	217 332	222 102	223 850	236 700	247 595	247 297	-0,1%	11,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	39 001	44 796	47 767	50 223	50 260	53 561	53 288	52 735	52 399	-0,6%	4,3%
Provisions sur créances douteuses	10 077	10 046	9 715	10 614	11 001	11 135	11 280	11 346	11 605	2,3%	5,5%
Engagements hors zone d'émission	131 011	153 290	149 473	143 353	134 303	140 125	142 349	147 833	148 125	0,2%	10,3%
Epargne contractuelle	5 820	5 003	4 215	4 135	4 019	3 991	3 899	3 883	3 857	-0,7%	-4,0%
Divers	11 722	14 369	11 215	9 007	22 519	15 038	25 884	31 798	31 311	-1,5%	39,0%
Total M3	339 513	379 009	418 908	477 679	530 050	515 177	520 840	533 435	536 844	0,6%	1,3%
Position extérieure nette	-61 962	-75 155	-83 915	-69 715	-50 289	-75 228	-66 528	-81 229	-81 033	-0,2%	61,1%



2.3 La circulation fiduciaire

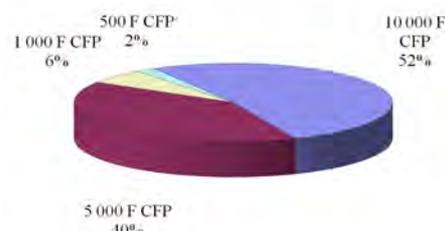
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin mars 2012

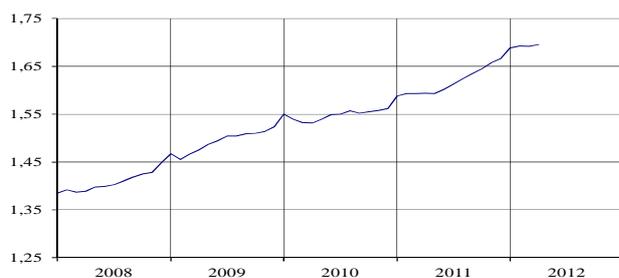


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
En nombre	3 639 149	3 790 167	3 894 172	4 088 037	4 333 965	4 426 910	4 632 790	5 318 342	4 891 599	-8,0%	12,9%
10 000 F CFP	605 607	691 929	755 601	860 123	937 084	959 921	1 007 194	1 117 653	1 082 457	-3,1%	15,5%
5 000 F CFP	1 195 147	1 286 730	1 331 717	1 419 079	1 535 229	1 542 792	1 604 663	1 833 294	1 644 177	-10,3%	7,1%
1 000 F CFP	973 395	969 042	998 141	1 010 254	1 119 340	1 193 062	1 215 657	1 530 311	1 324 587	-13,4%	18,3%
500 F CFP	865 000	842 466	808 713	798 581	742 312	731 135	805 276	837 084	840 378	0,4%	13,2%
En millions de F CFP	13 438	14 743	15 617	17 106	18 537	18 872	19 714	22 292	20 790	-6,7%	12,2%
10 000 F CFP	6 056	6 919	7 556	8 601	9 371	9 599	10 072	11 177	10 825	-3,1%	15,5%
5 000 F CFP	5 976	6 434	6 659	7 095	7 676	7 714	8 023	9 167	8 221	-10,3%	7,1%
1 000 F CFP	973	969	998	1 010	1 119	1 193	1 216	1 530	1 325	-13,4%	18,3%
500 F CFP	433	421	404	399	371	366	403	419	420	0,4%	13,2%

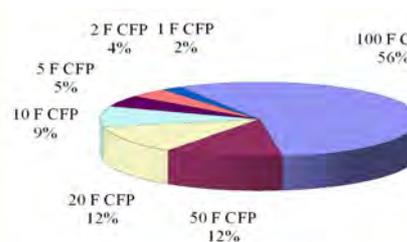
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin mars 2012



Source : IEOM

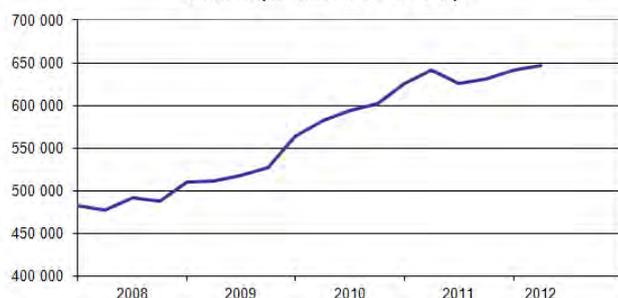
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
En nombre	99 698 362	105 557 801	111 894 718	117 165 981	123 131 285	124 476 283	126 468 234	128 834 096	130 185 961	1,0%	5,7%
100 F CFP	7 335 463	7 928 374	8 382 546	8 642 645	8 819 069	8 929 637	9 116 417	9 392 714	9 389 573	0,0%	6,5%
50 F CFP	3 076 881	3 244 748	3 446 340	3 557 952	3 855 475	3 908 979	4 003 955	4 104 168	4 135 577	0,8%	7,3%
20 F CFP	7 577 475	8 053 308	8 688 603	9 112 907	9 708 496	9 757 004	9 908 511	10 142 553	10 230 878	0,9%	5,4%
10 F CFP	10 871 893	11 660 379	12 498 923	13 229 810	14 087 280	14 209 787	14 479 573	14 786 298	14 936 238	1,0%	6,0%
5 F CFP	12 837 548	13 739 936	14 773 505	15 843 650	16 935 199	17 127 603	17 434 270	17 825 061	18 068 829	1,4%	6,7%
2 F CFP	24 853 956	26 213 888	27 749 558	28 967 588	30 311 729	30 747 232	31 201 708	31 738 819	32 063 632	1,0%	5,8%
1 F CFP	33 145 146	34 717 168	36 355 243	37 811 429	39 414 037	39 796 041	40 323 800	40 844 483	41 361 234	1,3%	4,9%
En millions de F CFP	1 295	1 389	1 475	1 532	1 595	1 613	1 645	1 689	1 696	0,4%	6,3%
100 F CFP	734	793	838	864	882	893	912	939	939	0,0%	6,5%
50 F CFP	154	162	172	178	193	195	200	205	207	0,8%	7,3%
20 F CFP	152	161	174	182	194	195	198	203	205	0,8%	5,4%
10 F CFP	109	117	125	132	141	142	145	148	149	1,0%	6,0%
5 F CFP	64	69	74	79	85	86	87	89	90	1,3%	6,6%
2 F CFP	50	52	56	58	61	62	62	64	64	0,9%	5,8%
1 F CFP	33	35	36	38	39	40	40	41	41	1,5%	5,1%

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Les actifs par agent

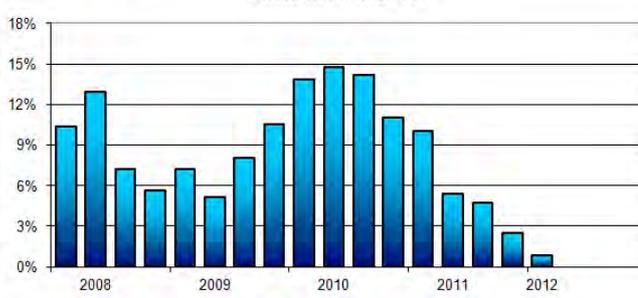
Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Sociétés	134 576	148 131	152 878	182 303	222 305	201 004	205 089	208 888	208 972	0,0%	-6,0%
Dépôts à vue	76 041	83 170	84 879	93 756	117 255	101 327	109 507	120 351	116 143	-3,5%	-0,9%
Placements liquides ou à court terme	55 907	61 792	66 987	87 452	103 582	98 210	94 210	87 170	91 541	5,0%	-11,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	298	225	465	601	581	383	340	174	138	-20,7%	-76,2%
Placements indexés sur les taux du marché	55 609	61 567	66 522	86 851	103 001	97 827	93 870	86 996	91 403	5,1%	-11,3%
<i>dont comptes à terme</i>	49 881	55 817	61 024	81 434	96 279	92 075	88 144	81 068	84 663	4,4%	-12,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	5 727	5 751	5 499	5 417	6 722	5 752	5 727	5 928	5 785	-2,4%	-13,9%
Placements à long terme	2 628	3 169	1 012	1 095	1 468	1 467	1 372	1 367	1 288	-5,8%	-12,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	2 625	3 166	1 010	1 081	1 438	1 438	1 354	1 336	1 257	-5,9%	-12,6%
Ménages	245 676	274 708	288 975	313 349	327 473	332 927	335 795	345 765	346 524	0,1%	5,7%
Dépôts à vue	61 739	67 718	70 252	78 684	91 286	93 845	94 852	103 895	99 176	-4,5%	8,6%
Placements liquides ou à court terme	102 722	123 646	135 591	136 549	126 458	128 657	130 761	131 319	134 843	2,7%	6,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	62 495	66 894	77 709	85 827	90 144	91 795	94 403	95 224	97 031	1,9%	7,6%
<i>Livrets ordinaires</i>	49 003	52 571	61 651	69 513	73 500	74 757	76 846	77 012	78 310	1,7%	6,5%
<i>Livrets A et bleus</i>	12 422	13 318	15 072	15 067	15 618	16 002	16 545	17 182	17 703	3,0%	13,3%
<i>Livrets jeunes</i>	256	275	302	546	354	378	374	412	406	-1,5%	14,7%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	814	730	685	701	673	658	638	617	612	-0,8%	-9,1%
Placements indexés sur les taux du marché	40 227	56 752	57 882	50 722	36 314	36 862	36 358	36 095	37 812	4,8%	4,1%
<i>dont comptes à terme</i>	25 339	38 231	42 775	37 917	29 775	30 290	30 168	30 538	32 981	8,0%	10,8%
<i>dont bons de caisse</i>	759	637	520	169	148	136	136	136	41	-69,9%	-72,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	14 129	17 884	14 587	12 636	6 391	6 435	6 053	5 421	4 790	-11,6%	-25,1%
Placements à long terme	81 215	83 344	83 132	98 116	109 729	110 425	110 182	110 551	112 205	1,5%	2,3%
<i>Plans d'épargne logement</i>	5 747	4 917	4 150	4 076	3 948	3 889	3 798	3 785	3 769	-0,4%	-4,5%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	40	50	58	56	68	102	101	98	89	-9,2%	30,9%
<i>Portefeuille-titres</i>	4 996	3 902	2 820	4 639	4 280	4 163	3 916	3 944	4 201	6,5%	-1,8%
<i>OPCVM non monétaires</i>	5 818	4 968	2 280	2 863	2 933	2 890	2 720	2 734	2 876	5,2%	-1,9%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	64 614	69 507	73 824	86 482	98 500	99 381	99 647	99 990	101 270	1,3%	2,8%
Autres agents	52 378	54 531	69 906	87 090	91 673	92 077	89 575	86 954	91 487	5,2%	-0,2%
Dépôts à vue	19 538	18 074	19 362	29 917	29 600	26 098	24 916	22 255	23 284	4,6%	-21,3%
Placements liquides ou à court terme	31 920	36 270	49 780	56 396	61 298	65 207	63 884	63 918	67 409	5,5%	10,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	3 139	3 122	3 741	4 826	4 624	5 346	5 052	4 161	4 145	-0,4%	-10,4%
Placements indexés sur les taux du marché	28 781	33 148	46 039	51 570	56 674	59 861	58 832	59 757	63 264	5,9%	11,6%
<i>dont comptes à terme</i>	28 758	33 148	45 993	51 524	56 624	59 811	58 767	59 702	63 213	5,9%	11,6%
Placements à long terme	920	187	764	777	775	772	775	781	794	1,7%	2,5%
TOTAL	432 630	477 370	511 759	582 742	641 451	626 008	630 459	641 607	646 683	0,8%	0,8%
Dépôts à vue	157 318	168 962	174 493	202 357	238 141	221 270	229 275	246 501	238 603	-3,2%	0,2%
Placements liquides ou à court terme	190 549	221 708	252 358	280 397	291 338	292 074	288 855	282 407	293 793	4,0%	0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	65 932	70 241	81 915	91 254	95 349	97 524	99 795	99 559	101 314	1,8%	6,3%
Placements indexés sur les taux du marché	124 617	151 467	170 443	189 143	195 989	194 550	189 060	182 848	192 479	5,3%	-1,8%
Placements à long terme	84 763	86 700	84 908	99 988	111 972	112 664	112 329	112 699	114 287	1,4%	2,1%

Encours (en millions de F. CFP)

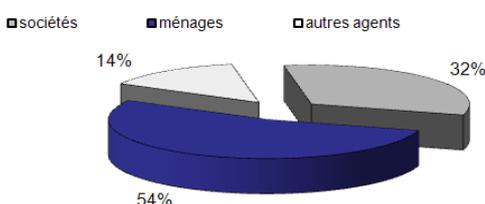


Total des actifs financiers

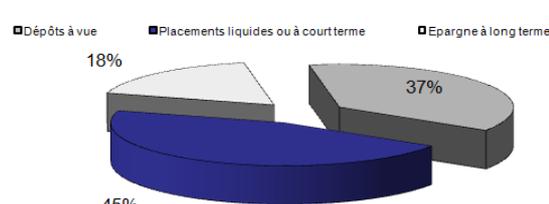
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique mars 2012



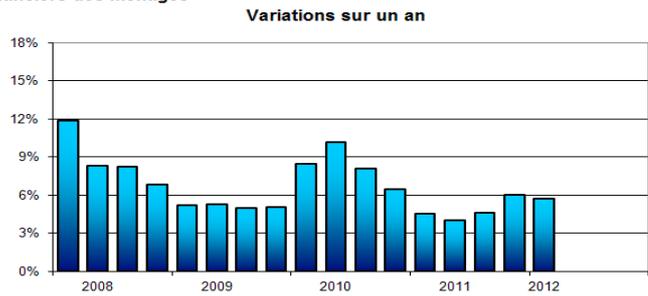
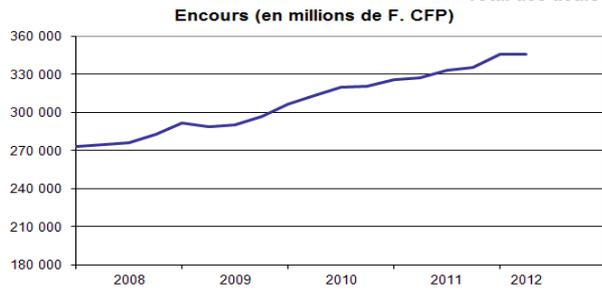
Répartition des actifs financiers par nature mars 2012



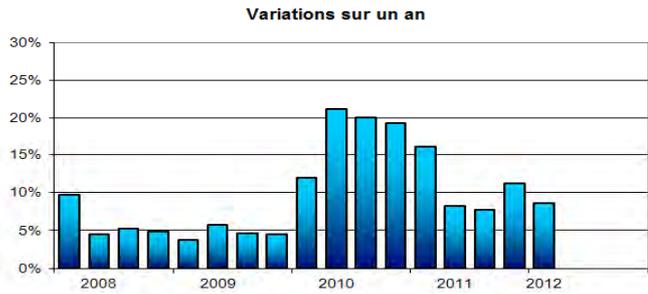
Conjoncture financière et bancaire

Les avoirs des ménages

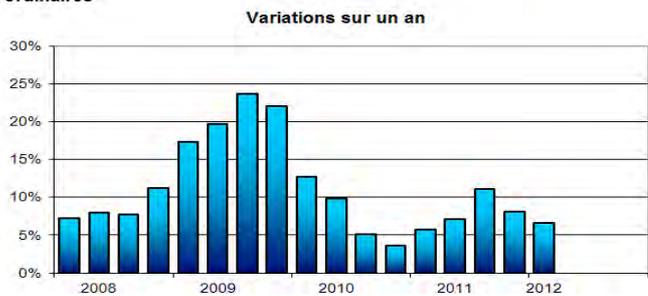
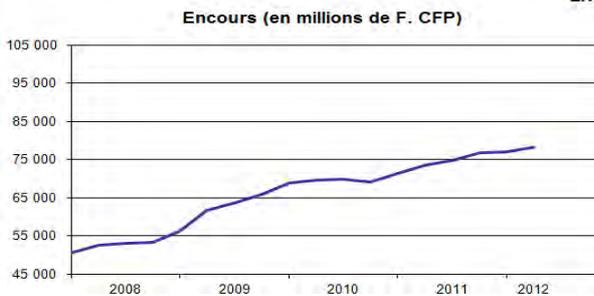
Total des actifs financiers des ménages



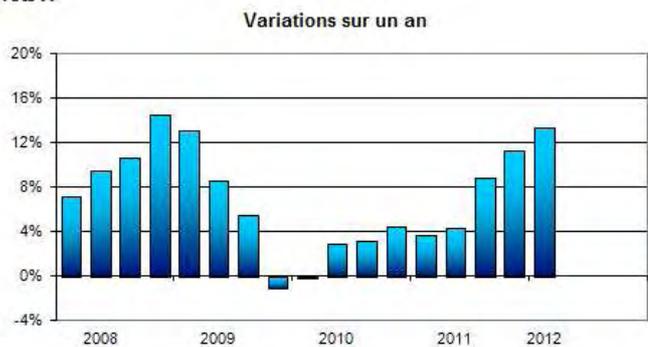
Dépôts à vue



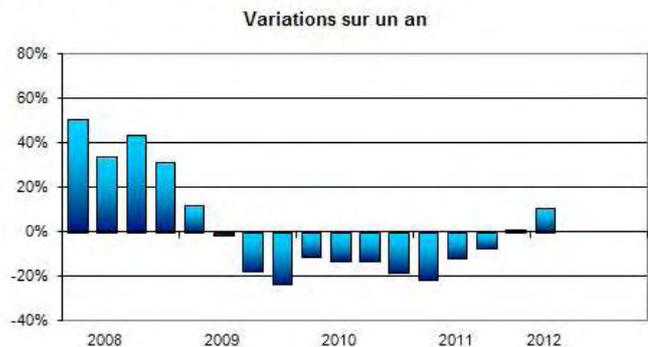
Livrets ordinaires



Livrets A

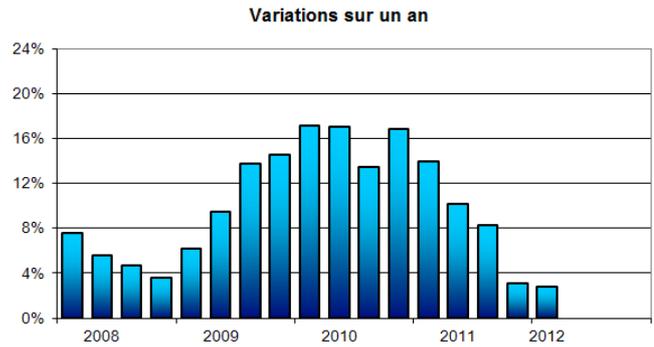
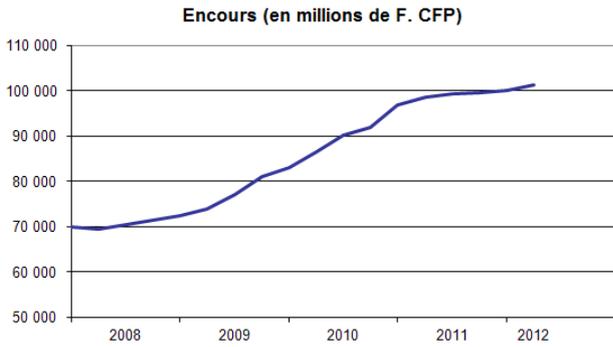


Dépôts à terme

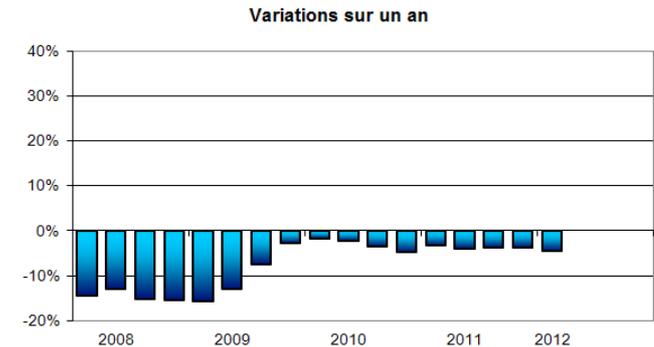
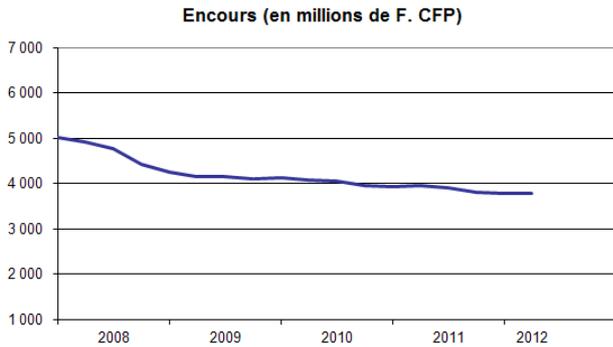


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

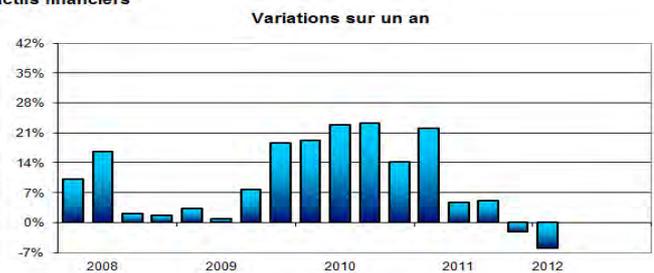


Plans d'épargne logement

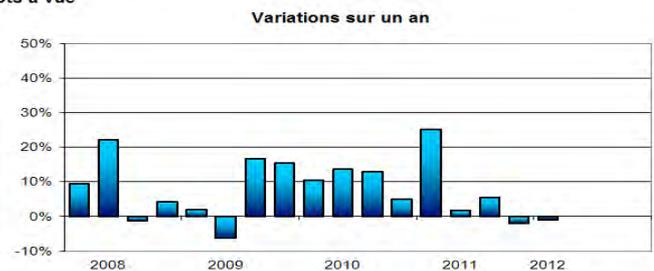


Les avoirs des sociétés

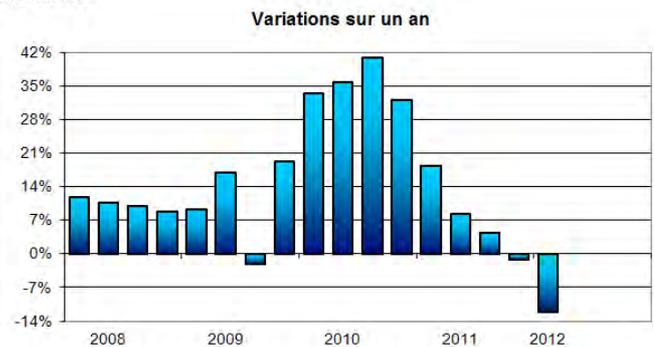
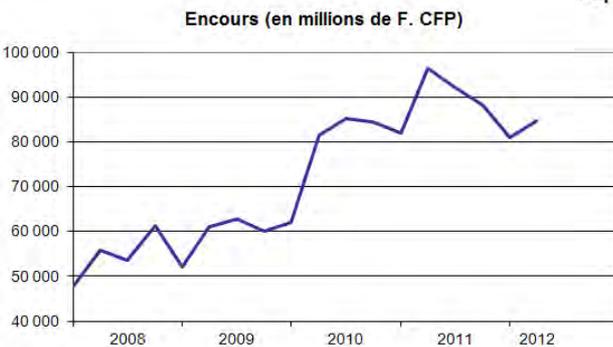
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme

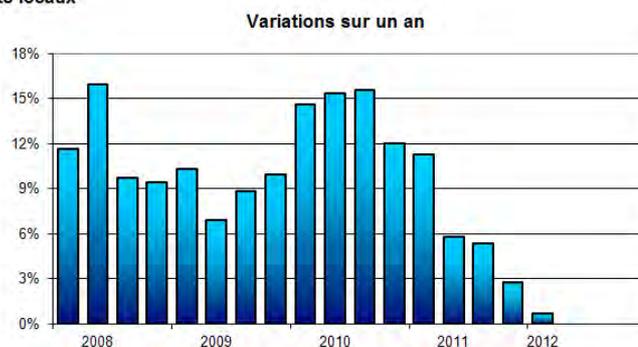
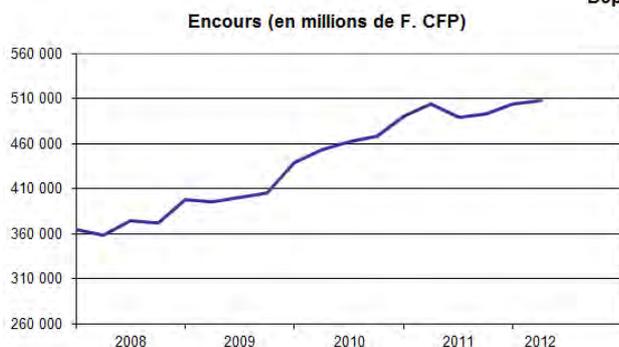


Conjoncture financière et bancaire

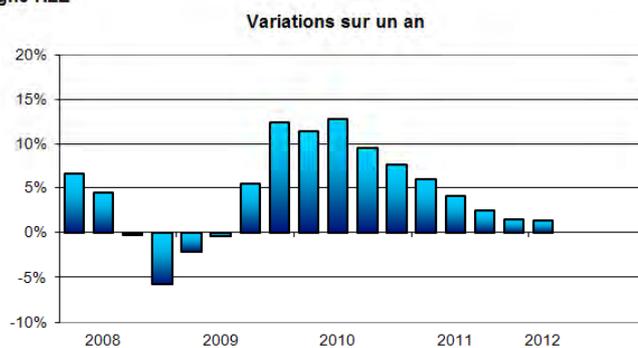
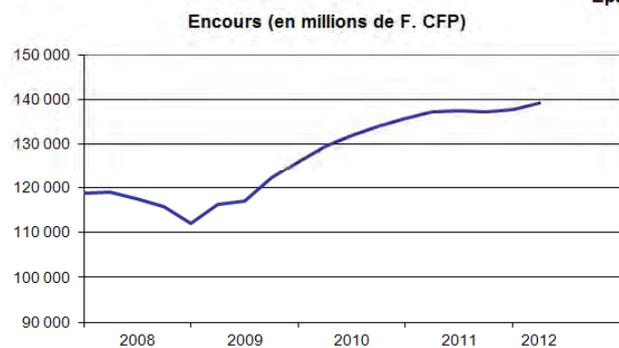
3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Dépôts locaux	321 036	358 451	395 464	453 202	504 163	488 687	493 300	503 919	507 610	0,7%	0,7%
Dépôts à vue	157 317	168 962	174 494	202 357	238 141	221 270	229 275	246 501	238 603	-3,2%	0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	58 982	61 656	70 659	79 801	83 196	85 105	86 809	85 974	87 153	1,4%	4,8%
Livrets ordinaires	52 090	55 645	65 452	74 418	78 150	80 077	81 898	81 062	82 277	1,5%	5,3%
Livrets jeunes	256	275	303	547	354	379	374	412	406	-1,5%	14,7%
Comptes d'épargne logement	816	733	688	701	673	658	638	617	612	-0,8%	-9,1%
Plans d'épargne logement	5 780	4 953	4 158	4 079	3 951	3 889	3 798	3 785	3 769	-0,4%	-4,6%
Autres comptes d'épargne	40	50	58	56	68	102	101	98	89	-9,2%	30,9%
Dépôts à terme	103 978	127 196	149 791	170 875	182 678	182 176	177 080	171 308	180 858	5,6%	-1,0%
Bons de caisse	759	637	520	169	148	136	136	136	41	-69,9%	-72,3%
Epargne HZE	111 593	118 921	116 298	129 542	137 288	137 321	137 161	137 688	139 073	1,0%	1,3%
Livrets A et livrets ordinaires	12 769	13 589	15 474	15 589	16 172	16 411	16 885	17 467	18 019	3,2%	11,4%
Actions	4 912	3 821	2 612	3 727	3 289	3 175	2 824	2 718	2 824	3,9%	-14,1%
Obligations	88	84	209	925	1 021	1 017	1 111	1 269	1 420	11,9%	39,1%
OPCVM monétaires	19 879	23 634	20 132	18 100	13 163	12 237	11 845	11 405	10 625	-6,8%	-19,3%
OPCVM non monétaires	9 331	8 286	4 047	4 719	5 143	5 100	4 849	4 839	4 915	1,6%	-4,4%
Contrats d'assurance-vie	64 614	69 507	73 824	86 482	98 500	99 381	99 647	99 990	101 270	1,3%	2,8%
TOTAL	432 629	477 372	511 762	582 744	641 451	626 008	630 461	641 607	646 683	0,8%	0,8%

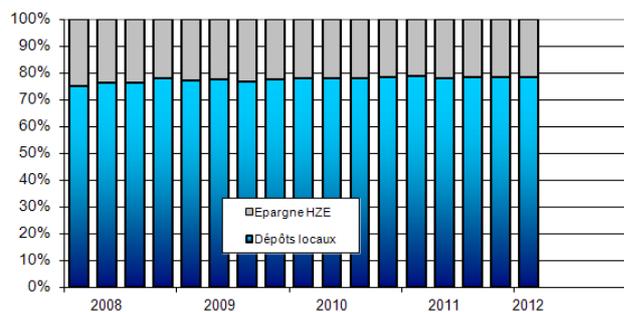
Dépôts locaux



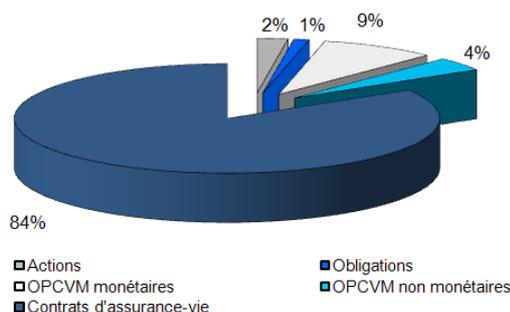
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE mars 2012



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

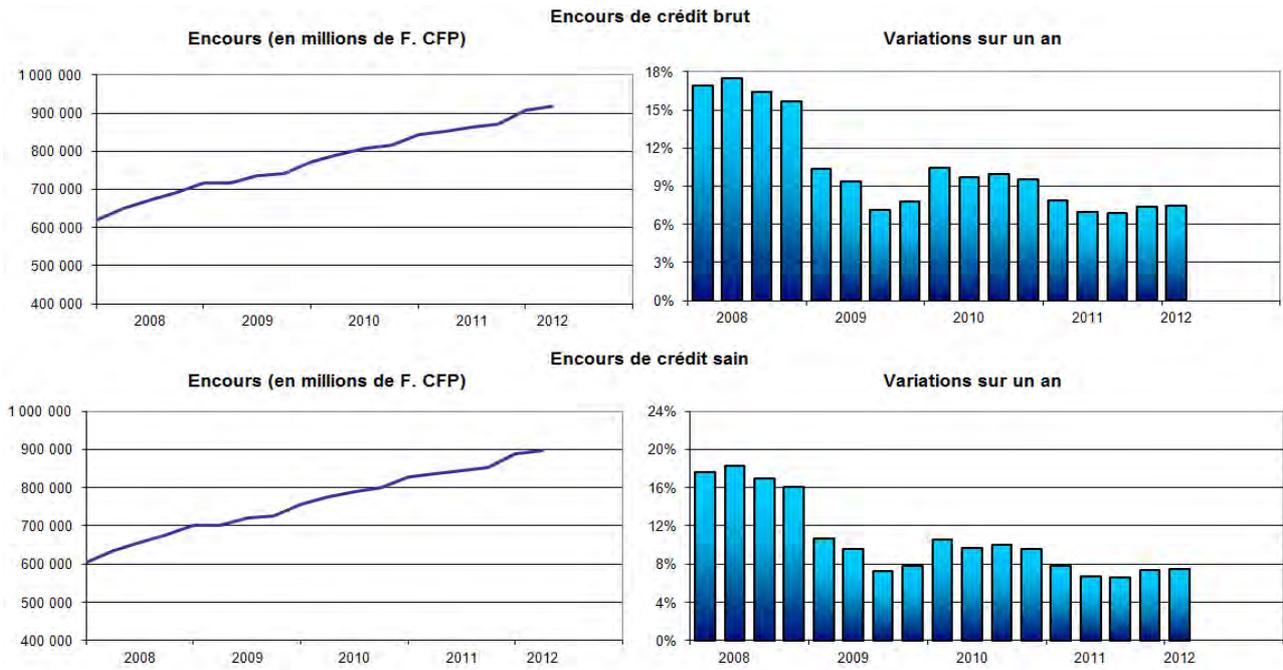
A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

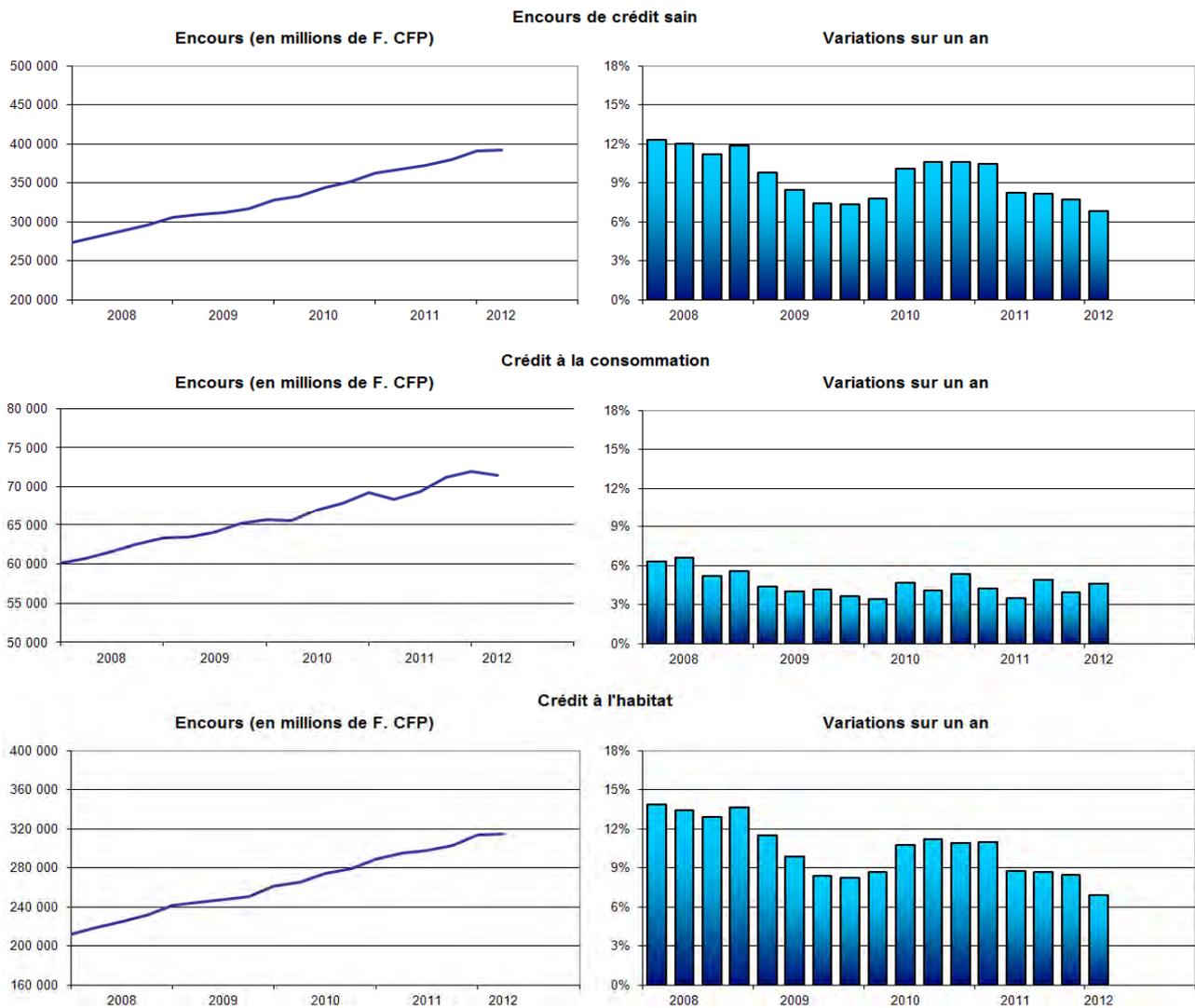
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Entreprises	243 293	302 025	346 160	385 561	406 378	409 555	411 988	426 095	430 055	0,9%	5,8%
Crédits d'exploitation	69 132	69 761	74 704	65 046	76 351	77 294	74 862	76 469	81 016	5,9%	6,1%
Créances commerciales	3 257	3 030	3 614	3 669	3 949	3 998	4 424	5 013	5 321	6,1%	34,7%
Crédits de trésorerie	37 763	40 003	42 048	36 452	42 777	40 843	41 632	41 332	40 086	-3,0%	-6,3%
dont entrepreneurs individuels	1 606	1 417	1 393	1 439	1 315	1 313	1 490	1 389	1 437	3,5%	9,3%
Comptes ordinaires débiteurs	28 112	26 729	29 042	24 925	29 623	32 453	28 806	30 124	35 609	18,2%	20,2%
Crédits d'investissement	122 087	166 240	197 939	214 958	216 205	218 550	221 521	227 242	227 128	-0,1%	5,1%
Crédits à l'équipement	111 935	155 859	187 968	206 232	207 521	209 898	212 551	218 086	218 051	-0,0%	5,1%
dont entrepreneurs individuels	6 748	7 762	8 362	8 873	9 235	9 168	9 199	9 275	9 268	-0,1%	0,4%
Crédit-bail	10 152	10 381	9 972	8 727	8 683	8 651	8 969	9 156	9 077	-0,9%	4,5%
Crédits à la construction	46 959	59 626	66 702	97 574	101 472	101 208	103 243	109 321	108 992	-0,3%	7,4%
Autres crédits	5 115	6 398	6 815	7 983	12 350	12 503	12 362	13 063	12 919	-1,1%	4,6%
Ménages	250 653	281 422	308 913	332 826	367 616	371 958	379 327	390 943	392 568	0,4%	6,8%
Crédits à la consommation	57 149	60 761	63 417	65 597	68 376	69 362	71 197	71 926	71 520	-0,6%	4,6%
Crédits de trésorerie	41 817	44 374	47 539	50 581	53 255	54 271	56 450	57 962	57 478	-0,8%	7,9%
Comptes ordinaires débiteurs	3 137	3 284	3 193	3 285	4 103	4 387	4 355	3 834	4 076	6,3%	-0,7%
Crédit-bail	12 195	13 103	12 683	11 730	11 019	10 703	10 392	10 130	9 967	-1,6%	-9,5%
Crédits à l'habitat	192 589	219 235	244 360	265 571	294 655	297 651	302 839	313 576	314 870	0,4%	6,9%
Autres crédits	915	1 426	1 136	1 658	4 585	4 945	5 291	5 441	6 178	13,5%	34,7%
Collectivités locales	35 575	42 769	36 743	45 986	46 886	47 886	48 003	56 975	60 356	5,9%	28,7%
Crédits d'exploitation	2 262	8 345	3 532	4 245	4 318	3 312	3 573	5 147	3 445	-33,1%	-20,2%
Crédits de trésorerie	2 195	8 268	3 397	3 316	2 835	1 978	2 439	4 232	1 944	-54,1%	-31,4%
Comptes ordinaires débiteurs	67	77	135	929	1 483	1 334	1 133	914	1 501	64,2%	1,2%
Crédits d'investissement	31 591	33 385	32 325	41 010	41 881	43 900	43 764	51 644	56 729	9,8%	35,5%
Crédits à l'équipement	31 572	33 330	32 258	40 856	41 703	43 726	43 598	51 481	56 578	9,9%	35,7%
Crédit-bail	18	56	67	154	177	174	166	163	150	-8,0%	-15,3%
Crédits à l'habitat	1 164	548	466	386	350	341	333	5	5	-	-98,6%
Autres crédits	558	491	420	345	337	333	333	179	177	-1,1%	-47,5%
Autres agents de CCB non ventilés	9 526	8 019	9 850	11 068	14 807	14 331	13 067	15 354	15 272	-0,5%	3,1%
Total encours sain	539 047	634 235	701 666	775 441	835 687	843 730	852 385	889 367	898 251	1,0%	7,5%
Créances douteuses brutes	15 956	14 751	14 370	15 602	17 467	18 768	19 237	18 138	18 922	4,3%	8,3%
Créances douteuses nettes	5 879	4 705	4 655	4 988	6 466	7 633	7 957	6 792	7 316	7,7%	13,1%
dont entreprises	3 887	2 815	2 642	2 738	3 065	3 843	4 299	3 761	4 016	6,8%	31,0%
dont ménages	1 854	1 836	1 942	2 213	2 517	2 741	2 595	2 882	3 178	10,3%	26,3%
Provisions	10 077	10 046	9 715	10 614	11 001	11 135	11 280	11 346	11 606	2,3%	5,5%
Total encours brut	555 003	648 986	716 036	791 043	853 154	862 498	871 622	907 505	917 173	1,1%	7,5%
Taux de créances douteuses	2,9%	2,3%	2,0%	2,0%	2,0%	2,2%	2,2%	2,0%	2,1%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	63,2%	68,1%	67,6%	68,0%	63,0%	59,3%	58,6%	62,6%	61,3%	-1,2 pt	-1,7 pt

Conjoncture financière et bancaire

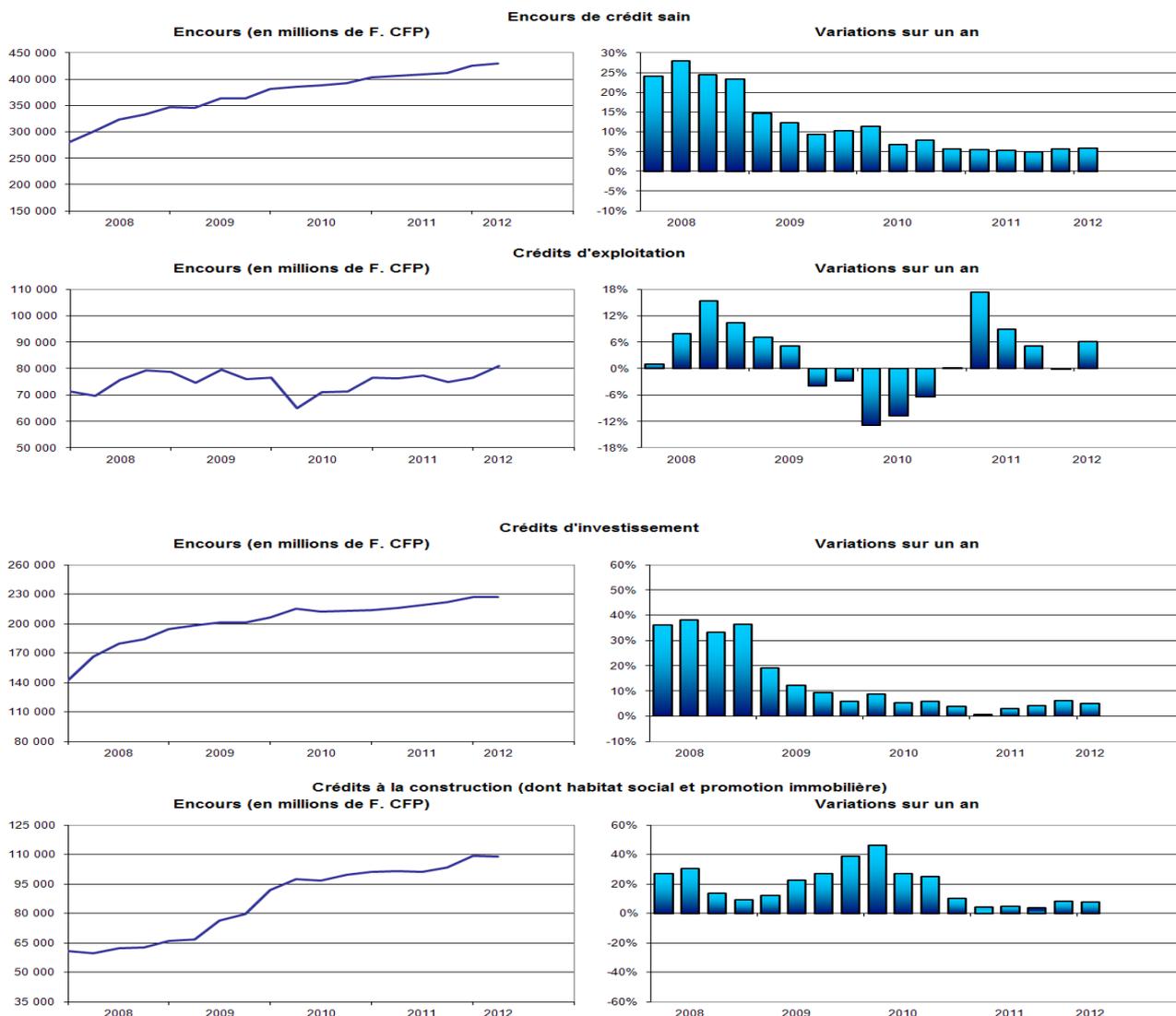


L'endettement des ménages

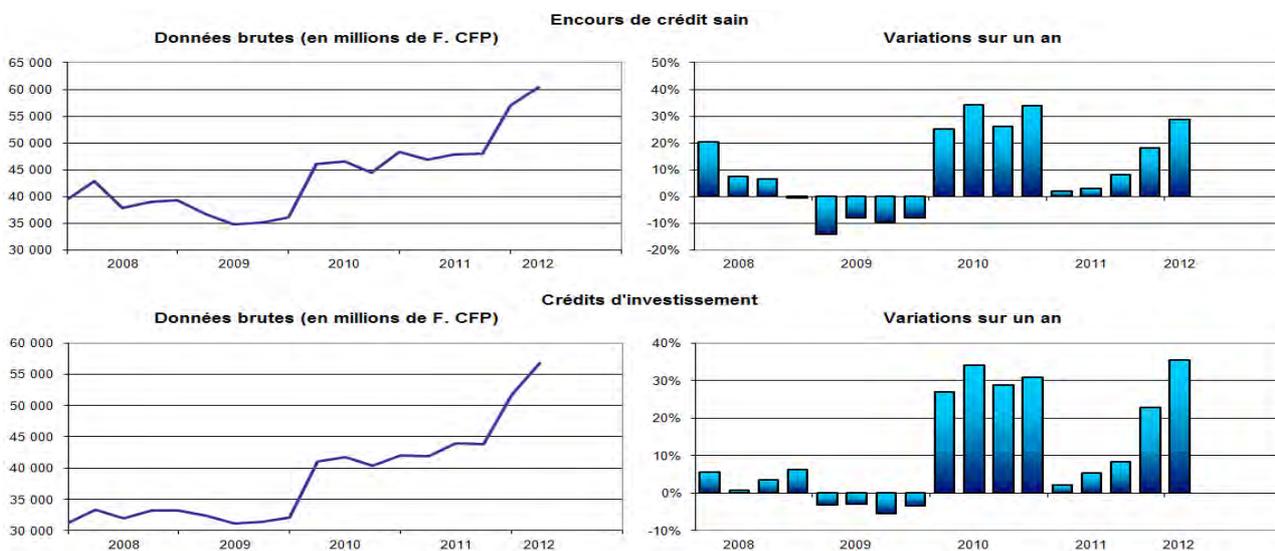


Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



Conjoncture financière et bancaire

4.2 Les passifs des établissements locaux

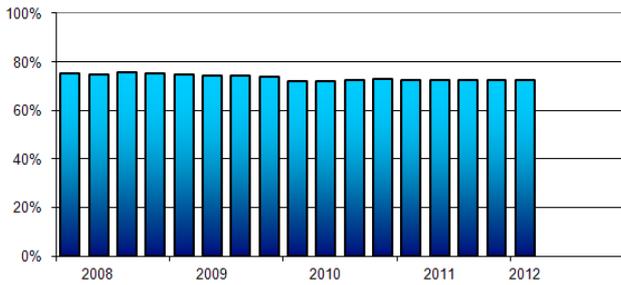
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Entreprises	198 183	229 085	255 769	270 027	285 577	287 667	289 041	297 824	301 577	1,3%	5,6%
Crédits d'exploitation	69 001	69 471	73 959	65 036	75 157	77 294	74 862	76 400	80 947	6,0%	7,7%
<i>Créances commerciales</i>	3 257	3 030	3 614	3 669	3 949	3 998	4 424	5 013	5 321	6,1%	34,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 763	39 748	42 048	36 452	41 584	40 843	41 632	41 332	40 086	-3,0%	-3,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 606	1 417	1 393	1 439	1 315	1 313	1 490	1 389	1 437	3,5%	9,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 981	26 694	28 297	24 915	29 623	32 453	28 806	30 055	35 540	18,2%	20,0%
Crédits d'investissement	98 201	121 502	139 221	156 396	160 803	160 138	163 351	168 179	168 065	-0,1%	4,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	88 168	111 194	129 312	147 763	152 211	151 580	154 469	159 100	159 065	-0,0%	4,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 744	7 762	8 250	8 790	9 160	9 076	9 109	9 186	9 179	-0,1%	0,2%
<i>Crédit-bail</i>	10 033	10 308	9 909	8 634	8 591	8 558	8 881	9 079	9 000	-0,9%	4,8%
Crédits à la construction	26 126	32 464	36 406	41 122	37 777	38 242	38 976	40 526	39 990	-1,3%	5,9%
Autres crédits	4 855	5 648	6 183	7 473	11 840	11 993	11 852	12 719	12 575	-1,1%	6,2%
Ménages	204 296	227 569	250 195	267 867	295 230	298 606	304 787	316 982	319 288	0,7%	8,1%
Crédits à la consommation	51 183	53 616	55 025	56 044	58 206	59 122	61 069	61 914	61 616	-0,5%	5,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	35 851	37 229	39 148	41 029	43 085	44 031	46 322	47 950	47 574	-0,8%	10,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 137	3 284	3 193	3 285	4 103	4 387	4 355	3 834	4 076	6,3%	-0,7%
<i>Crédit-bail</i>	12 195	13 103	12 683	11 730	11 019	10 703	10 392	10 130	9 967	-1,6%	-9,5%
Crédits à l'habitat	152 198	172 527	194 034	210 165	232 439	234 651	238 513	249 711	251 577	0,7%	8,2%
Autres crédits	915	1 426	1 136	1 658	4 585	4 833	5 205	5 357	6 095	13,8%	32,9%
Collectivités locales	4 610	10 778	6 094	7 571	9 667	8 984	9 429	11 884	10 242	-13,8%	5,9%
Crédits d'exploitation	2 262	8 345	3 529	4 245	4 318	3 312	3 573	5 147	3 445	-33,1%	-20,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 195	8 268	3 397	3 316	2 835	1 978	2 439	4 232	1 944	-54,1%	-31,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	67	77	132	929	1 483	1 334	1 133	914	1 501	64,2%	1,2%
Crédits d'investissement	1 903	2 028	2 200	2 998	5 057	5 389	5 581	6 737	6 797	0,9%	34,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 884	1 973	2 133	2 844	4 879	5 215	5 415	6 574	6 646	1,1%	36,2%
<i>Crédit-bail</i>	18	56	67	154	177	174	166	163	150	-8,0%	-15,3%
Crédits à l'habitat	445	405	365	328	292	283	275	0	0	n.s.	n.s.
Autres agents de CCB non ventilés	9 522	7 377	9 233	9 964	13 702	13 227	12 512	15 343	14 656	-4,5%	7,0%
Total encours sain	416 611	474 809	521 291	555 429	604 176	608 484	615 769	642 033	645 763	0,6%	6,9%
Créances douteuses brutes	15 407	14 182	13 526	14 770	16 023	16 952	17 376	17 152	17 870	4,2%	11,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 330	4 136	3 811	4 156	5 022	5 817	6 096	5 806	6 265	7,9%	24,8%
<i>dont entreprises</i>	3 611	2 572	2 183	2 442	2 797	3 570	4 006	3 459	3 715	7,4%	32,8%
<i>dont ménages</i>	1 580	1 509	1 557	1 677	1 997	2 224	2 076	2 197	2 428	10,5%	21,6%
<i>Provisions</i>	10 077	10 046	9 715	10 614	11 001	11 135	11 280	11 346	11 605	2,3%	5,5%
Total encours brut	432 018	488 991	534 817	570 199	620 199	625 436	633 145	659 185	663 633	0,7%	7,0%
Taux de créances douteuses	3,6%	2,9%	2,5%	2,6%	2,6%	2,7%	2,7%	2,6%	2,7%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	65,4%	70,8%	71,8%	71,9%	68,7%	65,7%	64,9%	66,1%	64,9%	-1,2 pt	-3,8 pt

Conjoncture financière et bancaire

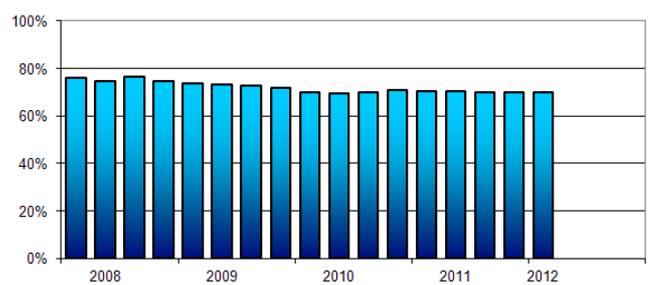
Crédits ZE

Parts de marché des établissements installés localement

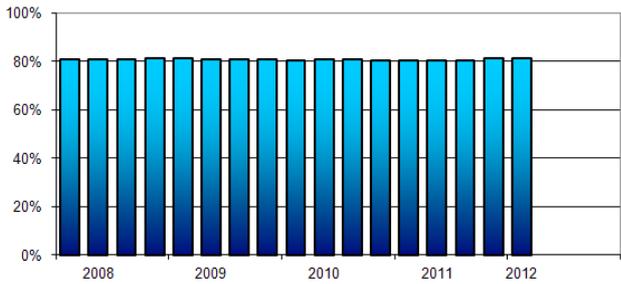
Encours de crédit brut total



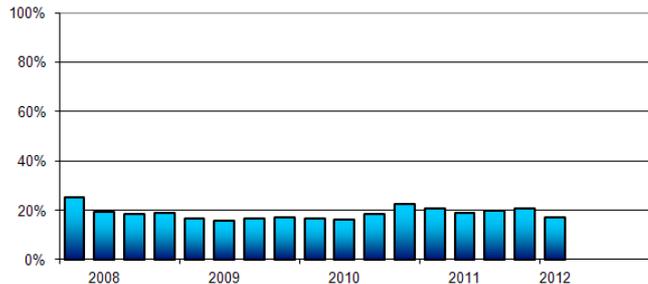
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

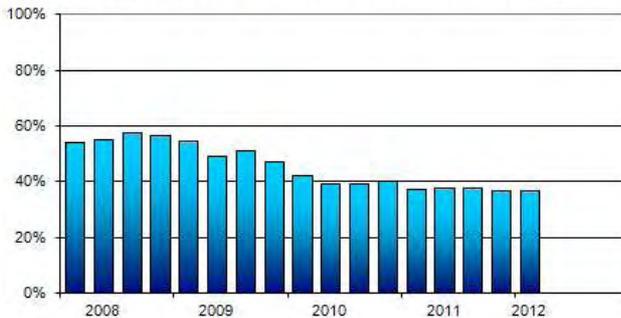


Encours de crédit aux collectivités locales

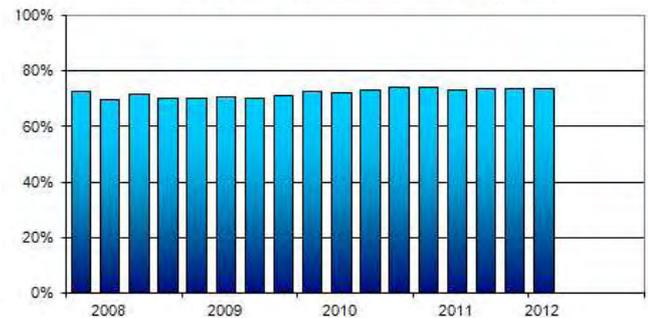


Parts de marché des établissements installés localement

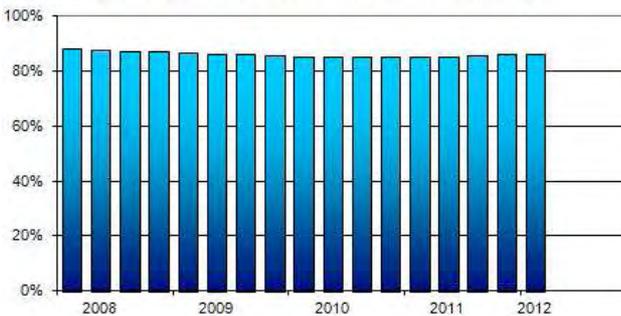
Encours de crédit à la construction des entreprises



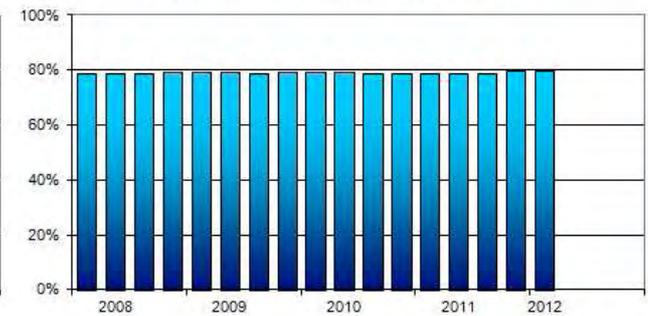
Encours de crédit d'équipement des entreprises



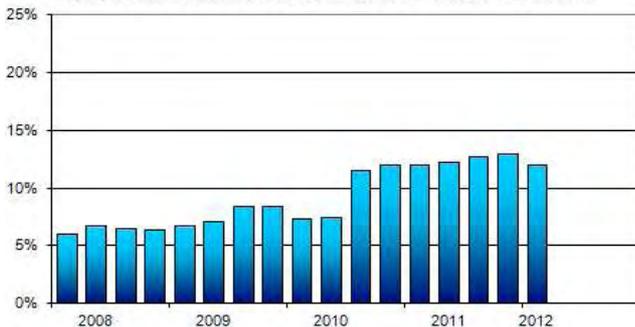
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



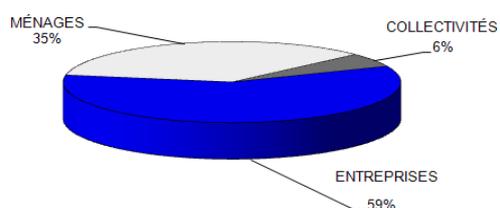
5. Les engagements bancaires

Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

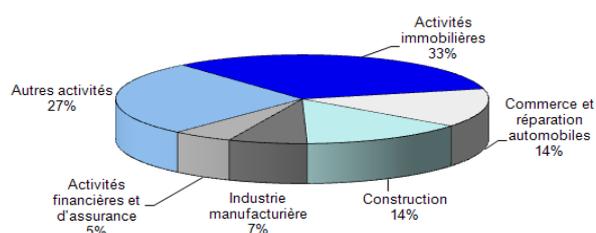
Afin de disposer d'éléments d'évolution homogènes, les données présentées ont été retraitées selon la nouvelle nomenclature d'activités mais se limitent aux sept derniers trimestres disponibles.

5.1 Les risques sectoriels déclarés au SCR

Répartition des risques par bénéficiaire au 31 mars 2012



Répartition des risques sur les entreprises au 31 mars 2012

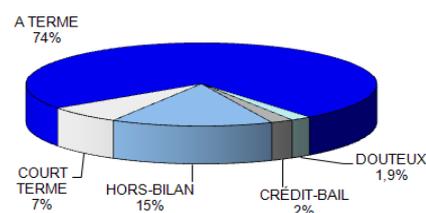


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

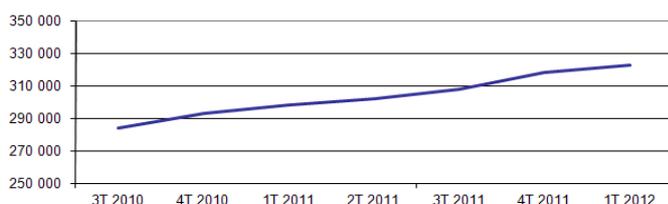


Structure en %

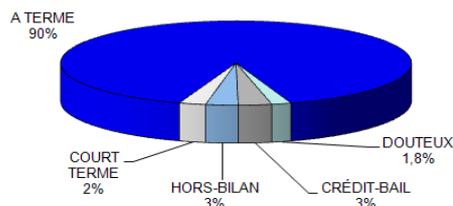


MÉNAGES

Encours en millions de F CFP

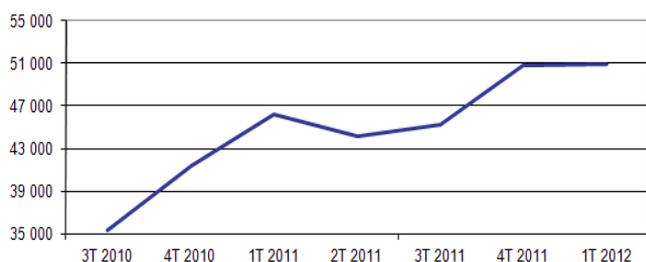


Structure en %

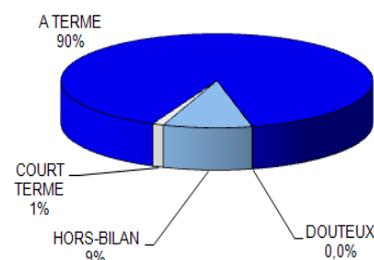


COLLECTIVITÉS

Encours en millions de F CFP



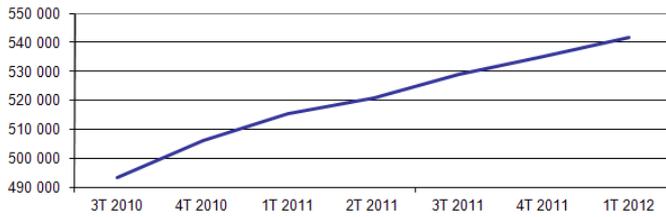
Structure en %



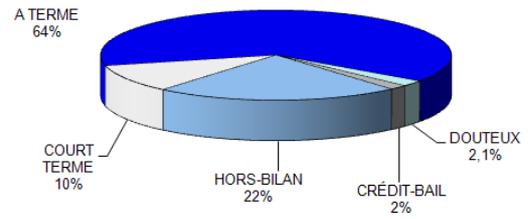
Conjoncture financière et bancaire

ENTREPRISES

Encours en millions de F CFP

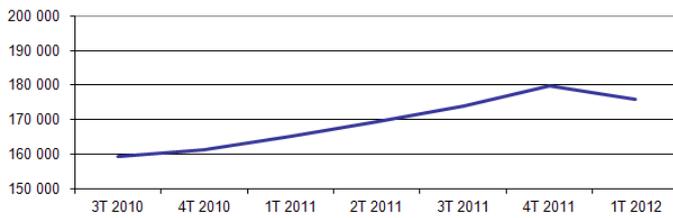


Structure en %

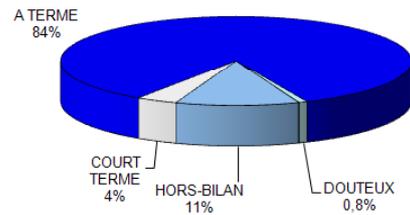


Activités immobilières

Encours en millions de F CFP



Structure en %

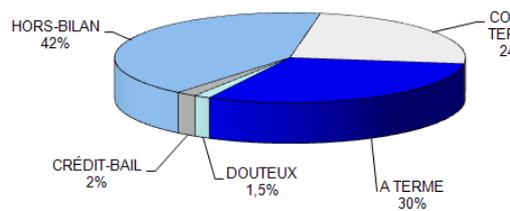


Commerce et réparation automobiles

Encours en millions de F CFP

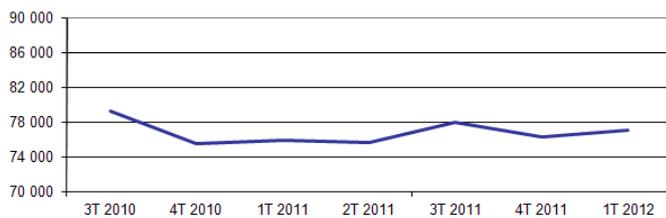


Structure en %

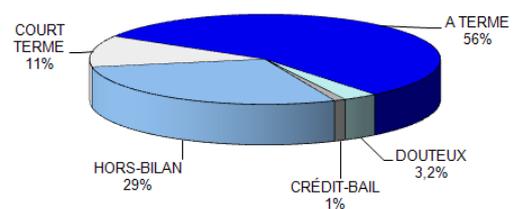


Construction

Encours en millions de F CFP



Structure en %

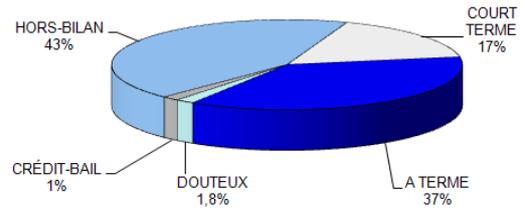


Industrie manufacturière

Encours en millions de F CFP



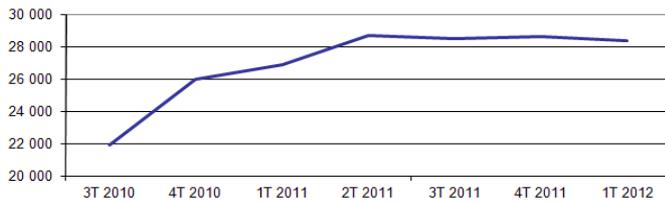
Structure en %



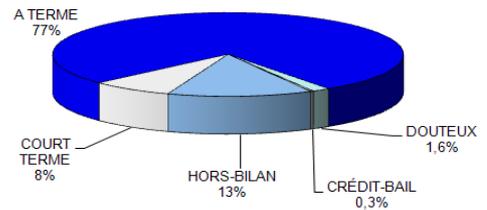
Conjoncture financière et bancaire

Activités financières et d'assurance

Encours en millions de F CFP

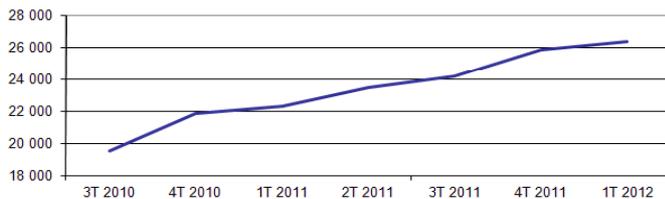


Structure en %

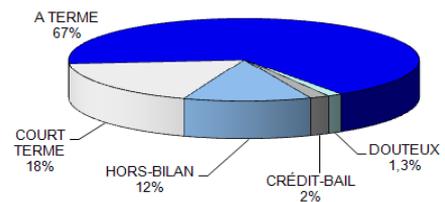


Activités spécialisées, scientifiques et technique

Encours en millions de F CFP

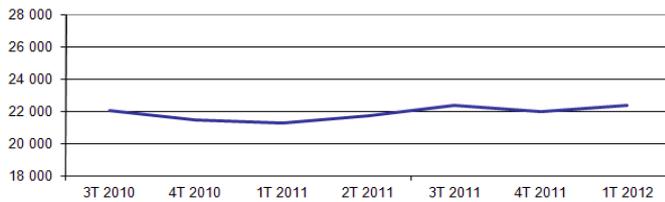


Structure en %

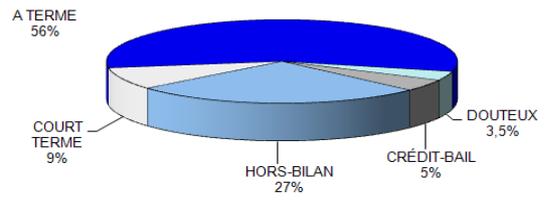


Transports et entreposage

Encours en millions de F CFP

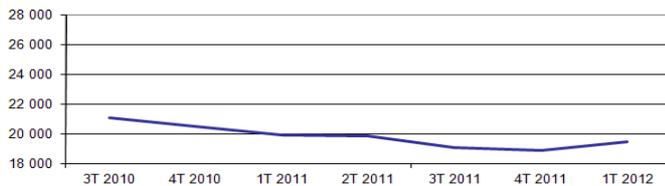


Structure en %

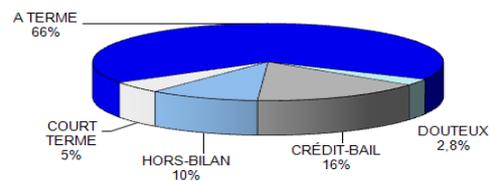


Services administratifs et de soutien

Encours en millions de F CFP

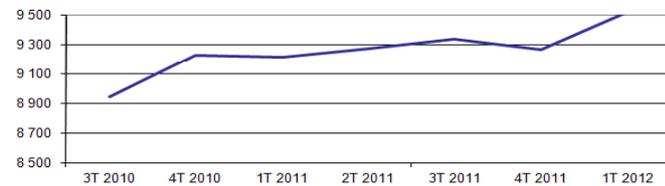


Structure en %

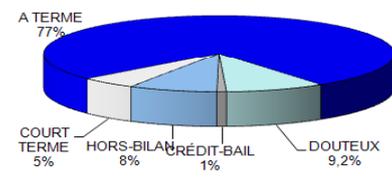


Agriculture, sylviculture et pêche

Encours en millions de F CFP



Structure en %

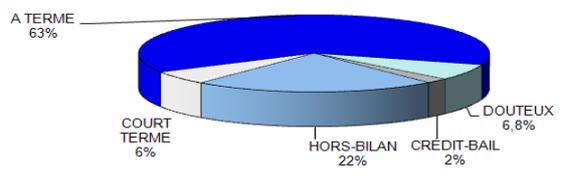


Autres secteurs (y compris radiés)

Encours en millions de F CFP



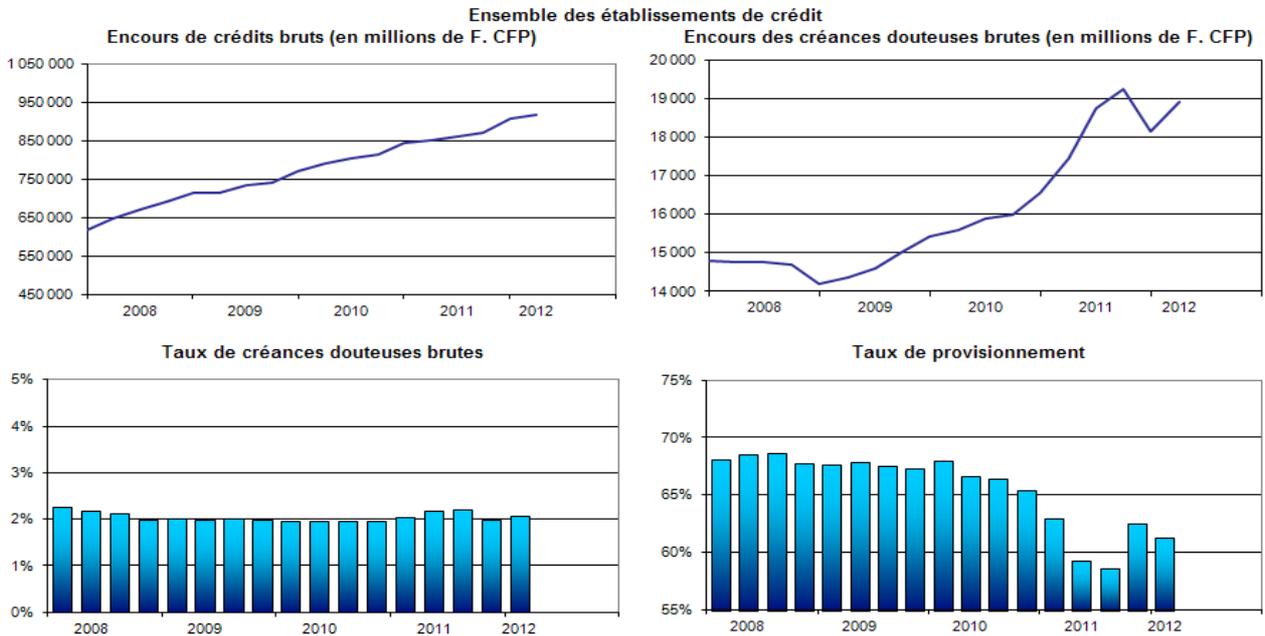
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

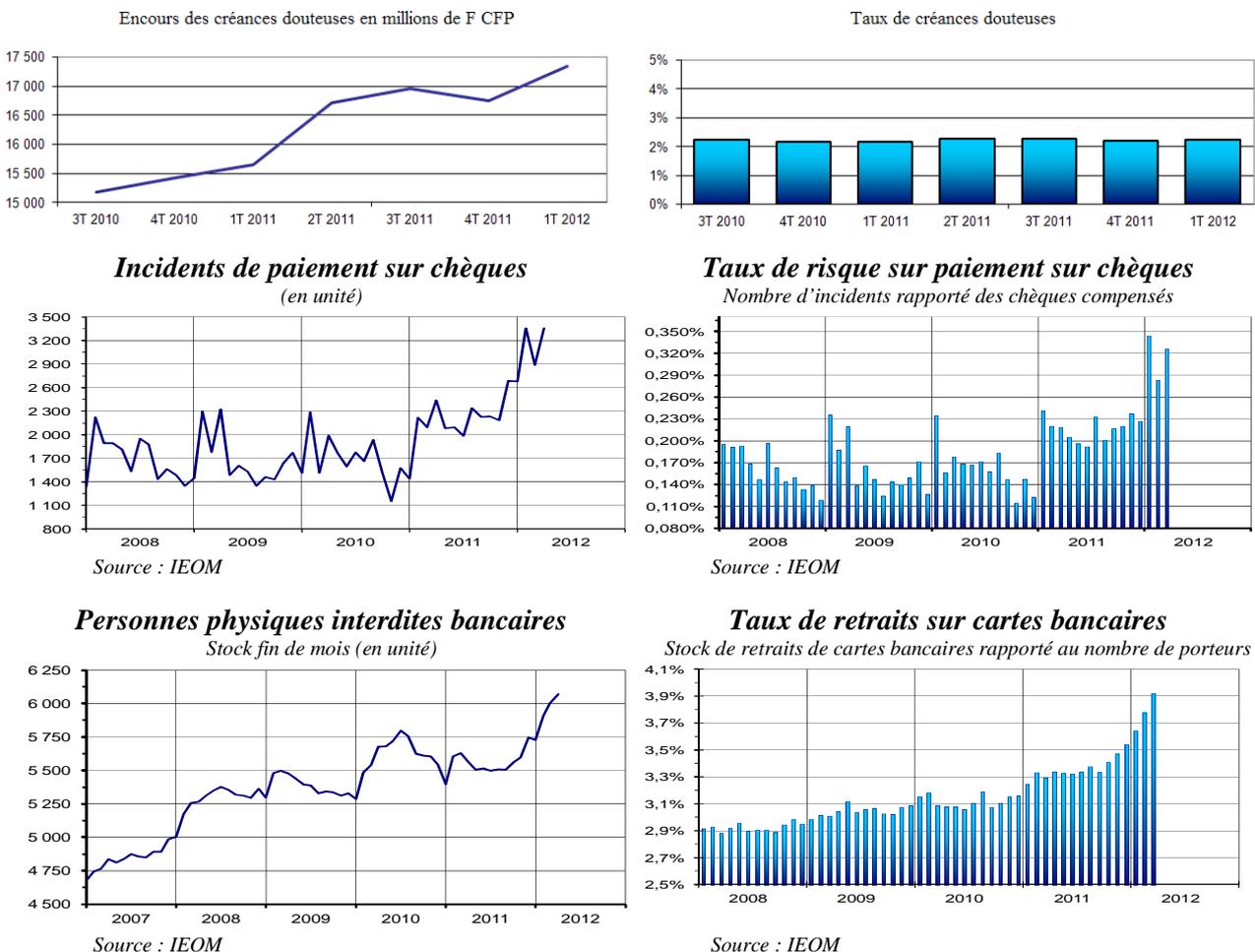
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : SURFI)



Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

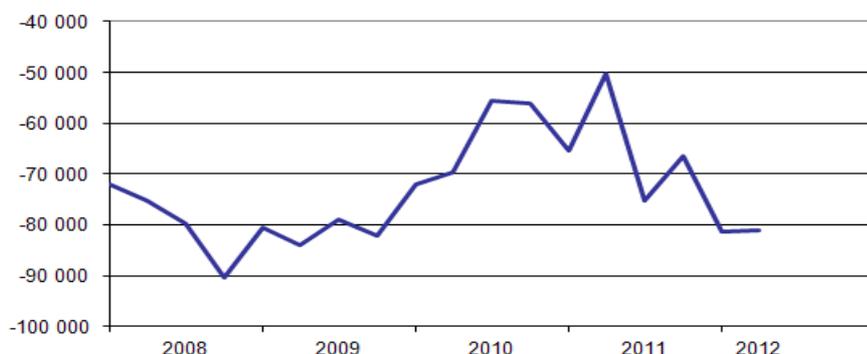


6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Emplois	446 328	505 022	553 845	610 890	640 478	649 042	653 223	677 629	686 412	1,3%	7,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	432 018	488 991	534 817	570 199	620 199	625 436	633 145	659 185	663 633	0,7%	7,0%
Réserves obligatoires et libres	14 310	16 031	19 028	40 691	20 279	23 606	20 078	18 444	22 779	23,5%	12,3%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	446 328	505 022	553 845	610 890	640 478	649 042	653 223	677 629	686 412	1,3%	7,2%
Dépôts collectés (- encaisses)	317 684	353 881	390 178	446 798	496 740	481 320	485 561	495 119	500 017	1,0%	0,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	49 078	54 842	57 481	60 838	61 261	64 696	64 567	64 081	64 004	-0,1%	4,5%
Excédent des opérations diverses des EC	7 986	9 164	4 286	14 865	13 630	9 212	18 406	17 892	21 441	19,8%	57,3%
Réesc compte	9 618	11 981	17 985	18 674	18 557	18 586	18 161	19 308	19 916	3,1%	7,3%
Position extérieure nette des EC (si négative)	61 962	75 154	83 915	69 715	50 290	75 228	66 528	81 229	81 034	-0,2%	61,1%

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

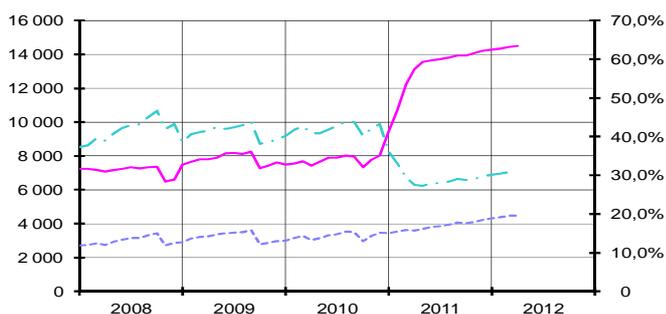


6.2 Le réesc compte

Cotation et réesc compte	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	7 569	7 068	7 808	7 416	13 113	13 732	13 941	14 269	14 509	1,7%	10,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 580	2 757	3 247	3 037	3 606	3 847	4 021	4 313	4 485	4,0%	24,4%
Taux	34%	39%	42%	41%	27%	28%	29%	30%	31%	1 pt	4 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)	9 618	11 980	18 727	18 674	18 554	18 587	18 161	19 309	19 916	3,1%	7,3%
Entreprises	9 381	11 881	18 697	18 668	18 551	18 584	18 159	19 307	19 914	3,1%	7,3%
Particuliers	237	99	30	6	3	3	2	2	2	0,0%	ns

Cotation des entreprises

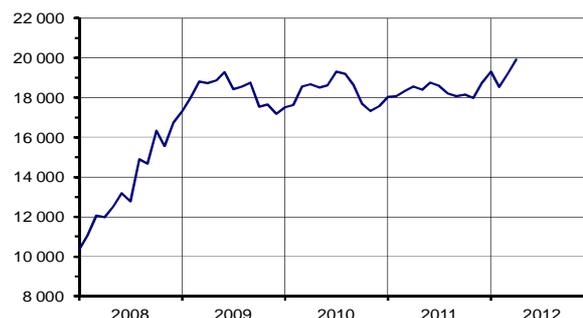
Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles — Taux d'éligibilité



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F. CFP)



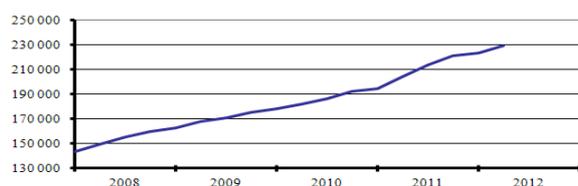
Source : IEOM

7. La monétique et les échanges de valeur

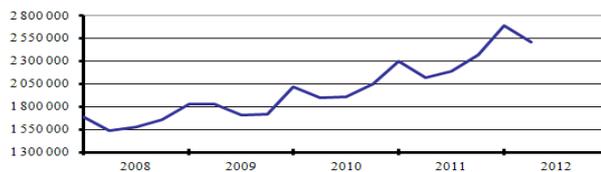
7.1 La monétique

Monétique										Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	134 699	149 785	168 180	182 353	204 543	213 593	221 067	223 576	229 608	2,7%	12,3%
Carte Bleue	78 840	84 915	90 624	98 168	106 879	108 798	111 702	111 667	112 200	0,5%	5,0%
Carte Kade	28 081	30 946	33 616	35 044	37 271	38 980	40 626	41 917	43 553	3,9%	16,9%
Cartes privatives	27 778	33 924	43 940	49 141	60 393	65 815	68 739	69 992	73 855	5,5%	22,3%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	2 509	2 699	2 890	3 071	3 247	3 425	3 568	3 633	3 666	0,9%	12,9%
Nombre de transactions	1 365 624	1 528 817	1 822 078	1 889 009	2 107 582	2 177 738	2 362 488	2 682 869	2 495 047	-7,0%	18,4%
Montant (milliers de XPF)	12 036 997	13 445 745	15 834 969	16 132 909	18 100 979	18 471 504	19 684 473	22 753 314	20 570 689	-9,6%	13,6%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	8	9	8	-3,5%	-4,7%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM	224	45	39	40	43	37	37	37	37	0,0%	-14,0%
Nombre de transactions	4 760	4 403	5 846	6 166	6 301	6 183	8 271	8 237	9 572	16,2%	51,9%
Montant (milliers de XPF)	107 715	91 971	150 186	179 263	190 808	203 150	225 181	241 467	225 311	-6,7%	18,1%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	23	21	26	29	30	33	27	29	24	-19,8%	-22,4%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	140	153	166	193	208	215	217	223	225	0,9%	8,2%
Nombre de retraits	1 085 599	1 387 397	1 486 151	1 666 503	1 796 726	1 960 661	2 053 622	2 148 277	2 020 060	-6,0%	12,4%
Montant (milliers de XPF)	10 754 478	15 251 088	15 230 102	17 625 307	19 397 836	20 657 668	21 899 194	24 395 484	21 763 885	-10,8%	12,2%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	10	11	10	11	11	11	11	11	11	-5,3%	0,0%

Nombre de porteurs

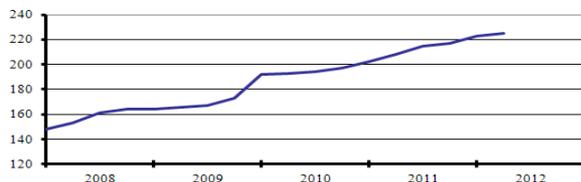


Nombre de transactions sur terminaux de paiement



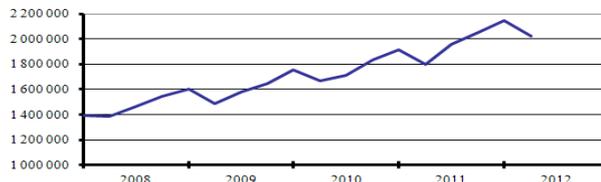
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

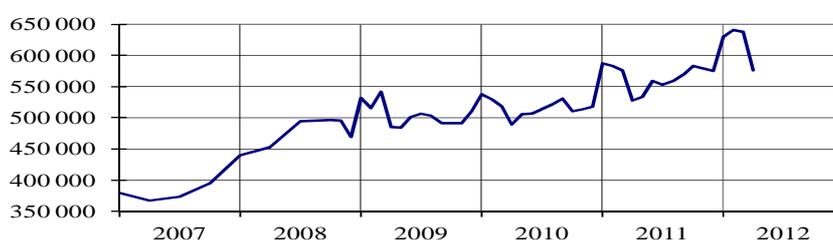


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
En nombre	4 533 681	4 812 628	4 777 357	4 983 572	4 916 308	5 092 432	5 215 488	5 334 554	5 029 860	-5,7%	2,3%
Chèques	2 973 639	3 108 062	2 984 124	3 057 949	2 989 070	3 120 122	3 146 796	3 305 377	3 019 881	-8,6%	1,0%
Virements	835 445	900 125	934 546	984 640	956 742	1 030 500	1 076 921	1 089 559	1 003 895	-7,9%	4,9%
Effets	3 790	3 358	3 112	2 909	2 891	2 856	2 882	2 914	2 805	-3,7%	-3,0%
Autres	720 807	801 083	855 575	938 074	967 605	938 954	988 889	936 704	1 003 279	7,1%	3,7%
En millions de F CFP	367 459	453 169	484 933	489 273	527 991	552 679	582 897	629 789	575 929	-8,6%	9,1%
Chèques	184 359	224 933	242 121	225 536	239 234	250 144	262 015	282 929	245 755	-13,1%	2,7%
Virements	158 824	201 513	214 196	234 883	258 792	272 429	290 070	315 853	298 628	-5,5%	15,4%
Effets	7 693	7 488	7 814	7 000	6 634	7 017	7 043	7 870	6 905	-12,3%	4,1%
Autres	16 583	19 235	20 802	21 854	23 331	23 089	23 769	23 137	24 641	6,5%	5,6%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Conjoncture financière et bancaire

8. Rappel des taux

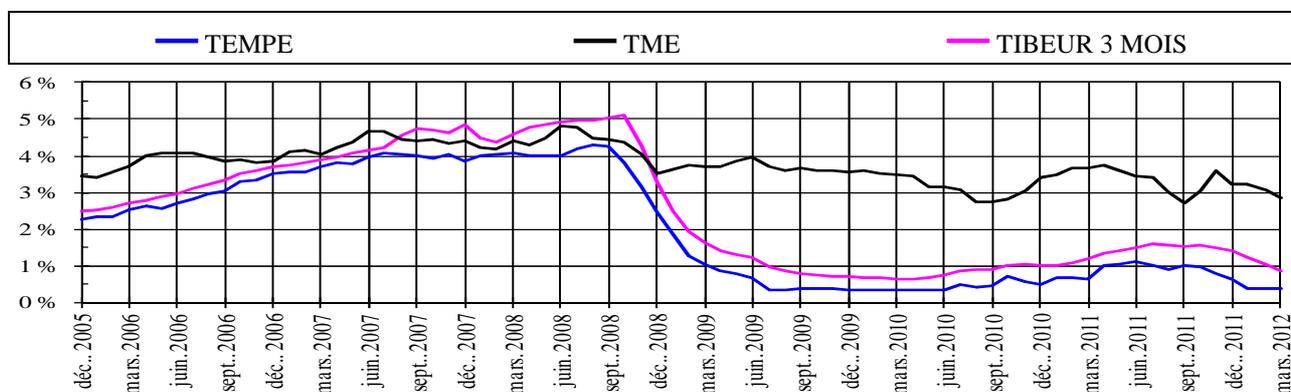
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %	0,38 %	0,71 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

2011-12	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Les taux de l'usure

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2012)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,81%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,93%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Prêts à taux variable	5,88%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts-relais	6,48%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,56%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires			
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF			
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		Découverts en compte (1)	13,67%

(1) y compris commission du plus fort découvert

Conjoncture financière et bancaire

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

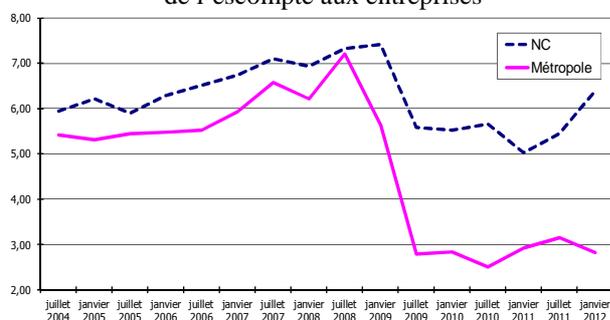
Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2010	juillet/août 2010	janvier/février 2011	juillet/août 2011	janvier/février 2012	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,01%	4,75%	4,63%	4,63%	4,64%	0,01 pt	0,01 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	17,17%	17,91%	18,28%	—	—	-18,28 pt	—
Découverts.....	10,51%	10,28%	11,20%	9,36%	10,91%	-0,29 pt	1,55 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,99%	6,44%	6,15%	6,06%	6,79%	0,64 pt	0,73 pt
TMPG.....	6,21%	5,85%	5,74%	5,61%	6,00%	0,26 pt	0,39 pt
Déclarations (en nb).....	4 316	5 295	4 159	5 603	4 758	14,4%	- 15,1%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

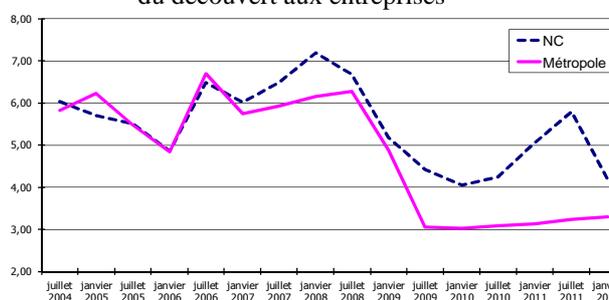
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2010	juillet/août 2010	janvier/février 2011	juillet/août 2011	janvier/février 2012	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	5,52%	5,66%	5,03%	5,45%	6,39%	1,36 pt	0,94 pt
Découvert.....	4,06%	4,24%	5,05%	5,79%	4,18%	-0,87 pt	-1,61 pt
Autres court terme.....	4,61%	4,80%	3,84%	4,78%	5,20%	1,36 pt	0,42 pt
Ensemble court terme.....	4,77%	4,94%	4,89%	5,46%	5,49%	0,60 pt	0,03 pt
Moyen et long terme.....	4,39%	4,32%	4,58%	4,58%	4,25%	-0,33 pt	-0,33 pt
TMPG.....	4,62%	4,70%	4,77%	5,07%	4,93%	0,16 pt	-0,14 pt
Déclarations (en nb).....	1 743	2 077	1 490	2 004	1 510	1,3%	-100,0%

Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête.

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, c'est le cas de l'Agence française de développement (AFD) ou de la CASDEN, qui disposent d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les « autres agents » rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée correspond à la nomenclature statistique nationale d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, NAF 2008) :

Code	Section	Division
A	Agriculture, sylviculture et pêche	1 à 3
B	Industries extractives	5 à 9
C	Industrie manufacturière	10 à 33
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	36 à 39
F	Construction	41 à 43
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	45 à 47
H	Transports et entreposage	49 à 53
I	Hébergement et restauration	55 à 56
J	Information et communication	58 à 63
K	Activités financières et d'assurance	64 à 66
L	Activités immobilières	68
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	69 à 75
N	Activités de services administratifs et de soutien	77 à 82
O	Administration publique	84
P	Enseignement	85
Q	Santé humaine et action sociale	86 à 88
R	Arts, spectacles et activités récréatives	90 à 93
S	Autres activités de services	94 à 96
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	97 à 98
U	Activités extra-territoriales	99

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Thierry BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer le 6 juin 2012
Dépôt légal : juin 2012 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
E-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03